



TRANSPARENCY  
INTERNATIONAL  
INITIATIVE  
MADAGASCAR



# MESURE DE LA SATISFACTION CITOYENNE PAR RAPPORT AUX REPONSES ETATIQUES A LA CRISE COVID-19

Rounds 1 et 2

Janvier 2021

**Transparency International - Initiative Madagascar (TI-MG) est une association de droit malgache régie par l'ordonnance No.60-133 du 3 octobre 1960. C'est la section nationale de Transparency International (TI), la principale coalition mondiale de lutte contre la corruption. TI-MG a été fondée en 2000 et met en oeuvre des projets et des actions visant à faire reculer la corruption sur tout le territoire malagasy.**

**Comité de cadrage technique :** Dr Ketakandriana RAFITOSON, Directrice Exécutive de TI-MG, | Hasiniaina Mickaëlle RANDRIANJARIVONY, Responsable des programmes TI-MG | Vatsy Ambinina RAKOTONARIVO, Chargé du projet ARAMASO | Rado RAZAKANAIVO, Assistant en Suivi, Analyse des Données et Cartographie TI-MG

**Analyse des données et rédaction du rapport :** Rado RAZAKANAIVO, Assistant en Suivi, Analyse des Données et Cartographie TI-MG

**Collecte de données sur terrain :**

**Région Analamanga :** Nadine Sendra TIANAMALALA | Antoine RAKOTOASIMBOLA | Onjaniaina S. FARAMAMPIANINA | Felana L. RAKOTOARIVELO

**Région Haute Matsiatra :** Nomenjanahary Valisoa Emelie RAZAFINDRAKOTO | Nirina Ravaka RAJAONARISON | Sahondramalala Zoée Prisila ARISOA | Rindraniaina Prisca RAKOTOMAMONJY | Pascaline Cinthia RASOAMAMPIONONA | Bakoarivelo RALANTOMAMPIONONA

**Région Atsinanana :** Georgio LAHADY | Brizette KALO | Brillant RABOTOSON | Annie MAHATRATRA

**Design et mise en page :** Vatsy RAKOTONARIVO, Chargé de communication TI-MG |

**Photo de couverture :** (c) Présidence de la République de Madagascar

Le présent document a été élaboré avec l'appui du PNUD et le financement du Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix dans le cadre de l'initiative ARAMASO, mis en œuvre par TRANSPARENCY INTERNATIONAL – INITIATIVE MADAGASCAR, s'inscrivant dans le projet Appui à la Gouvernance Démocratique à Madagascar. Le contenu de ce document n'engage pas la responsabilité des partenaires d'appui, ni ne reflète leur point de vue. Il relève de la seule responsabilité de l'auteur »

© 2021. Transparency International – Initiative Madagascar. Tous droits de reproduction réservés. La reproduction intégrale ou en partie de ce document est permise uniquement en citant les références officielles. Ce document ne peut être vendu ou intégré dans une publication commerciale. Les demandes d'autorisation de publication doivent être soumises à Transparency International - Initiative Madagascar pour toute adaptation ou modification du contenu original

# TABLE DES MATIERES

ACRONYMES	IV
LISTE DES TABLEAUX	V
LISTE DES FIGURES	VI
LISTE DES ANNEXES	VII
INTRODUCTION	1
Contexte et objectifs de l'étude	1
Méthodologie	1
Echantillonnage	1
Cibles de l'enquête	2
Composition du questionnaire	3
Comment lire ce rapport ?	3
SECTION 1 - LES MESURES PRISES PAR L'ETAT DURANT LE CONFINEMENT	5
1. Analyse globale par rubrique	5
2. Analyse détaillée par mesure	7
2.1. Mesures générales	7
2.2. Aides et filets sociaux	8
2.3. Transport	9
2.4. Santé	10
2.5. Communication	11
2.6. Education	13
2.7. Economie	14
2.8. Divers	15
SECTION 2 – LA TRANSPARENCE DANS LA GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE	16
SECTION 3 – LES DEPUTES FACE A LA CRISE COVID-19	18
1. Analyse de la satisfaction vis-à-vis des mesures prises par les députés durant le confinement	18
2. Analyse de la satisfaction vis-à-vis des interactions des parlementaires avec les électeurs	20
3. Analyse de la satisfaction vis-à-vis de la communication des députés dans les médias	21
SECTION 4 - RECAPITULATIF DES MESURES DEPLOYEES DURANT LE CONFINEMENT	24
CONCLUSION	26
ANNEXES	27

# ACRONYMES

<b>COVID – 19</b>	Coronavirus Disease 2019
<b>CSB</b>	Centre de Santé de Base
<b>CSP</b>	Catégories socio-professionnelles
<b>CCO</b>	Centre de Commandement Opérationnel
<b>CRCO</b>	Centre régional de coordination des opérations
<b>CVO</b>	COVID – Organics
<b>CVO+</b>	COVID – Organics gélule
<b>CNAPS</b>	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
<b>IMRA</b>	Institut Malgache de Recherches Appliquées
<b>OCS</b>	Organisations de la société civile
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>TI-MG</b>	Transparency International – Initiative Madagascar
<b>TVM</b>	Televiziona Malagasy

# LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1: REPARTITION DES ENQUETES PAR LOCALITE .....	2
TABLEAU 2 : PERIODES DE COLLECTE DE DONNEES.....	3
TABLEAU 3 : TRAITEMENT DES RESULTATS D'ENQUETE ET METHODOLOGIE DE TRAVAIL .....	4
TABLEAU 4 : TAUX D'INSATISFACTION VIS-A-VIS DE « L'INSTAURATION DU CONFINEMENT » ET DE « LA RESTRICTION DES DEPLACEMENTS DANS LES RUES SANS RAISON VALABLE » .....	8
TABLEAU 5 : REPARTITION DES REpondANTS SELON L'APPRECIATION DE « L'INSTAURATION DU TSINJO FAMENO CNAPS » .....	9
TABLEAU 6: RESULTATS DES MESURES AYANT UN TAUX D'INSATISFACTION EXTREMEMENT ELEVE POUR LA RUBRIQUE « TRANSPORT » .....	10
TABLEAU 7: TAUX D'INSATISFACTION PAR RAPPORT A « L'INTERDICTION DE S'EXPRIMER DANS DES EMISSIONS RADIO ET SUIVI DES PUBLICATIONS SUR FACEBOOK ».....	12
TABLEAU 8: APPRECIATION DE « LA FERMETURE DES MARCHES A UNE HEURE CONVENUE » .....	14
TABLEAU 9 : REPARTITION DES REpondANTS SELON L'APPRECIATION DU PROJET « PLAN MARSHALL ».....	15
TABLEAU 10: TAUX D'INSATISFACTION LIE A « LA FERMETURE DES LIEUX DE CULTTE ».....	15

---

# LISTE DES FIGURES

FIGURE 1: STATISTIQUES DEMOGRAPHIQUES DES ENQUETES .....	2
FIGURE 2 : TAUX DE SATISFACTION VIS-A-VIS DES RUBRIQUES DE MESURES .....	5
FIGURE 3 : NIVEAU DE SATISFACTION DES REpondANTS A ATsINANANA POUR LA RUBRIQUE « DIVERS » .....	6
FIGURE 4 : NIVEAU DE SATISFACTION POUR LA RUBRIQUE « MESURES GENERALES » .....	7
FIGURE 5 : NIVEAU DE SATISFACTION POUR LA RUBRIQUE « AIDES ET FILETS SOCIAUX » .....	9
FIGURE 6 : NIVEAU DE SATISFACTION POUR LA RUBRIQUE « TRANSPORT » .....	10
FIGURE 7 : NIVEAU DE SATISFACTION POUR LA RUBRIQUE « SANTE » .....	11
FIGURE 8: TAUX D'INSATISFACTION PAR RAPPORT A LA MESURE « DISTRIBUTION DE CVO POUR CERTAINS PAYS AFRICAIS » .....	11
FIGURE 9 : NIVEAU DE SATISFACTION POUR LA RUBRIQUE « COMMUNICATION » .....	12
FIGURE 10 : NIVEAU DE SATISFACTION POUR LA RUBRIQUE « EDUCATION » .....	13
FIGURE 11: TAUX D'INSATISFACTION LIE A « L'OBLIGATION DE BOIRE DU CVO POUR LES ELEVES » .....	13
FIGURE 12 : NIVEAU DE SATISFACTION POUR LA RUBRIQUE « ECONOMIE » .....	14
FIGURE 13 : NIVEAU DE SATISFACTION POUR LA RUBRIQUE « DIVERS » .....	15
FIGURE : 14: SATISFACTION PAR RAPPORT A LA TRANSPARENCE DANS LA GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE .....	16
FIGURE 15: TAUX DE SATISFACTION PAR REGION VIS-A-VIS DES MESURES PRISES PAR LES DEPUTES DURANT LE CONFINEMENT .....	19
FIGURE 16: TAUX DE SATISFACTION PAR CSP VIS-A-VIS DES MESURES PRISES PAR LES DEPUTES DURANT LE CONFINEMENT .....	19
FIGURE 17 : TAUX DE SATISFACTION PAR DISTRICT VIS-A-VIS DE L'INTERACTION DES DEPUTES AVEC LES CITOYENS DURANT LE CONFINEMENT .....	20
FIGURE 18 : TAUX DE SATISFACTION PAR CSP VIS-A-VIS DE L'INTERACTION DES DEPUTES AVEC LES CITOYENS DURANT LE CONFINEMENT .....	21
FIGURE 19 : TAUX DE SATISFACTION PAR DISTRICT VIS-A-VIS DE LA COMMUNICATION DES DEPUTES DANS LES MEDIAS DURANT LE CONFINEMENT .....	22
FIGURE 20 : TAUX DE SATISFACTION PAR CSP VIS-A-VIS DE LA COMMUNICATION DES DEPUTES DANS LES MEDIAS DURANT LE CONFINEMENT .....	23

# LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1: QUESTIONNAIRE SUR LA SATISFACTION CITOYENNE PAR RAPPORT AUX REPONSES ETATIQUES A LA CRISE COVID-19 .....	27
ANNEXE 2: LES 5 MESURES AYANT LE MOINS SATISFAIT LES « MAIRES / ADJOINTS AU MAIRE » .....	29
ANNEXE 3: LES 5 MESURES AYANT LE MOINS SATISFAIT LES « CHEFS FOKONTANY » .....	29
ANNEXE 4: LES 5 MESURES AYANT LE MOINS SATISFAIT LES « PRETRES/PASTEURS/RELIGIEUX ».....	29
ANNEXE 5: LES 5 MESURES AYANT LE MOINS SATISFAIT LES « ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILES ».....	30
ANNEXE 6: LES 5 MESURES AYANT LE MOINS SATISFAIT LES « PERSONNELS DE SANTE » .....	30
ANNEXE 7: LES 5 MESURES AYANT LE MOINS SATISFAIT LES « ENSEIGNANTS/INSTITUTEURS/DIRECTEURS D'ECOLE ».....	30
ANNEXE 8: LES 5 MESURES AYANT LE MOINS SATISFAIT LES « FONCTIONNAIRES ».....	30
ANNEXE 9: LES 5 MESURES AYANT LE MOINS SATISFAIT LES « SALARIES DU SECTEUR PRIVE » .....	30
ANNEXE 10: LES 5 MESURES AYANT LE MOINS SATISFAIT LES « FEMMES AU FOYER » .....	30
ANNEXE 11: LES 5 MESURES AYANT LE MOINS SATISFAIT LES « COMMERÇANTS ».....	30
ANNEXE 12: LES 5 MESURES AYANT LE MOINS SATISFAIT LES « CHAUFFEURS DE TAXI/TAXI BE/BAJAJ » .....	31
ANNEXE 13: LES 5 MESURES AYANT LE MOINS SATISFAIT LES « MANUTENTIONNAIRES » .....	31
ANNEXE 14: LES 5 MESURES AYANT LE MOINS SATISFAIT LES « LAVANDIERES » .....	31

# INTRODUCTION

## Contexte et objectifs de l'étude

Le projet ARAMASO, mis en œuvre par Transparency International – Initiative Madagascar (TI-MG) avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et du Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix, dans le cadre du projet Appui à la Gouvernance Démocratique à Madagascar (GOUDMADA), ambitionne de développer un mécanisme visant au renforcement du contrôle citoyen et de la redevabilité parlementaire pour une meilleure transparence et un suivi amélioré de la décision publique pendant et au-delà de la pandémie de covid-19. Plus particulièrement, ARAMASO veut contribuer à l'amélioration de la redevabilité institutionnelle, en vue d'un renforcement de la confiance de la population envers l'Etat.

Dans ce cadre, une série d'enquêtes est prévue dans les zones d'intervention du projet (Analamanga, Atsinanana et Haute Matsiatra, soit les trois régions les plus touchées par la covid-19) pour disposer d'un scoring sur la satisfaction citoyenne par rapport aux réponses étatiques à la crise, avec un volet particulier sur l'appréciation citoyenne de la prise de responsabilité des députés durant la pandémie. Les objectifs de la démarche sont de :

- Mesurer la satisfaction citoyenne par rapport aux mesures prises par l'Etat en réponse à la covid-19 ;
- Identifier des points d'amélioration de la redevabilité parlementaire à travers les résultats du scorecard ;
- Informer les citoyens et les autorités quant aux perceptions citoyennes quant à l'implication des députés dans la gestion de la crise sanitaire de 2020 et aux mesures prises par l'Etat pour contrer la pandémie.

Les deux premiers rounds de cette série d'enquêtes ont été menés en novembre 2020 et le présent rapport en restitue les résultats.

## Méthodologie

L'approche adoptée par l'étude est l'enquête par questionnaire à visée quantitative suivie de deux focus groups. Elle implique une étude statistique basée sur des questionnaires structurés dont l'objectif est de déduire des conclusions mesurables statistiquement par rapport aux mesures prises par l'Etat en réponse à la covid-19 et à la redevabilité parlementaire face à la crise sanitaire. Les données quantitatives ont été collectées via l'application ODK. Le logiciel R a été utilisé pour le traitement des données; et le logiciel Excel pour la réalisation des graphiques.

## Echantillonnage

La méthode d'échantillonnage appliquée par l'étude est l'échantillonnage aléatoire simple où chaque membre de la population a une chance égale d'être inclus à l'intérieur de l'échantillon. La taille de l'échantillon a été déterminée sur la base de la formule suivante :

$$n = \frac{z^2 * p * (1 - p)}{e^2}$$

n : taille minimal de l'échantillon

z : niveau de confiance

p : proportion estimée de la population qui présente la caractéristique

e : Marge d'erreur



Pour un niveau de confiance de 95 % et une marge d'erreur de 5 %, la taille de l'échantillon requise est de **384** pour chaque région, soit 1 152 personnes enquêtées pour l'ensemble des trois zones d'intervention du projet.

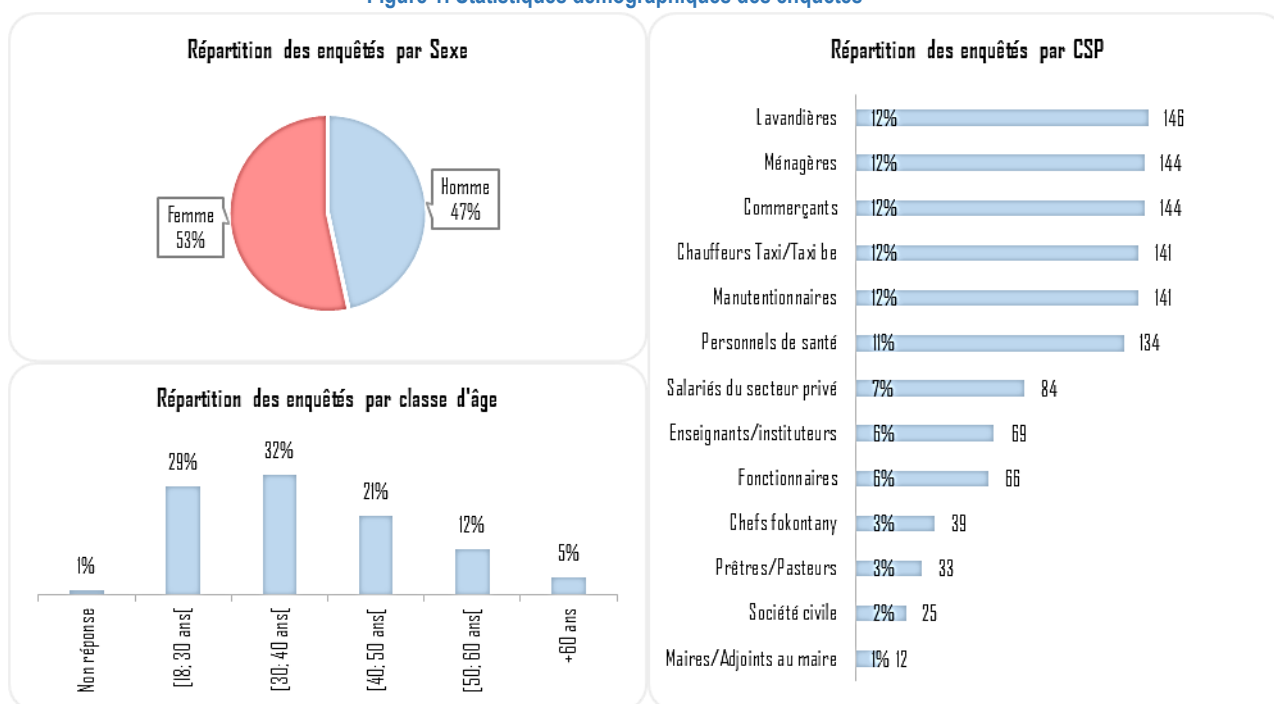
### Cibles de l'enquête

Les personnes ciblées par l'enquête sont âgées de plus de 18 ans et résident dans l'une des trois susmentionnées, selon la répartition suivante :

**Tableau 1: Répartition des enquêtées par Localité**

Région	District	Commune / Arrondissement	Nombre de personnes enquêtées
Analamanga	Ambohidratrimo	Ambohibao Antehiroaka	26
		Anosiala	26
	Antananarivo Atsimondrano	Ampitatafika	52
		Bemasoandro	51
	Antananarivo Avaradrano	Alasora	25
		Ambohimangakely	26
	Antananarivo Renivohitra	Tana II	60
		Tana III	61
		Tana V	58
Atsinanana	Toamasina I	Ambodimanga	49
		Ankirihiy	48
		Firaisana Anjoma	48
		Morarano	49
		Tanambao V	49
	Toamasina II	Toamasina Suburbaine	139
Haute Matsiatra	Fianarantsoa	Tanàna Ambony	55
		Tanàna Ambany	55
		Manolafaka	55
		Andrainjato Avaratra	55
		Andrainjato Atsimo	55
		Lalazana	54
		Vatosola	55

**Figure 1: Statistiques démographiques des enquêtés**



Les graphiques groupés ci-dessus font état de la répartition démographique des 1152 personnes interviewées durant l'enquête et des 25 intervenants aux focus groups. La population d'étude au niveau des trois régions est composée d'un peu plus de femmes (53 %) que d'hommes (47 %). Plus de 61% des personnes enquêtées sont des jeunes, âgés entre 18 et 40 ans. La répartition des répondants par catégorie socio-professionnelle montre que toutes les catégories de personnes sont bien représentées dans l'échantillon choisi.

### Composition du questionnaire

Le questionnaire est composé de 78 questions réparties en 3 thèmes : les informations sur les répondants (8 questions), l'appréciation des mesures étatiques édictées durant le confinement depuis (51 questions à choix multiples) et des mesures post-confinement du mois d'octobre 2020 (19 questions à choix multiples).

Pour toutes les mesures relevées, les questions suivantes ont été posées aux personnes enquêtées :

- Êtes-vous satisfait(e) de la mesure (ou solution) prise par l'Etat malgache pour lutter contre la covid-19 (ou problèmes causés par la covid-19) ?
- Êtes-vous satisfait(e) de la réalisation de cette mesure (ou solution) ?

**Tableau 2 : Périodes de collecte de données**

Région	Nombre d'enquêteurs	Période d'enquête
Analamanga	4	du 05/11/2020 au 11/11/2020 et du 23/11/2020 au 25/11/2020
Atsinanana	4	du 14/11/2020 au 20/11/2020
Haute-Matsiatra	6	du 24/11/2020 au 27/11/2020

### Comment lire ce rapport ?

Cinq sortes de représentations graphiques sont utilisées dans le cadre de ce travail de recherche :

- Des graphiques en radar : pour présenter conjointement le taux de satisfaction global des 8 rubriques pour les 3 régions.
- Des graphiques en barres empilées : pour analyser les données concernant la satisfaction des personnes enquêtées par rapport aux mesures édictées. Ils se composent de codes couleurs (*voir*
- 
- 
- Tableau 3) allant du rouge pour les insatisfaits au vert pour les satisfaits. Pour les résultats nécessitant des études approfondies, des analyses croisées entre niveau de satisfaction et les CSP (ou par région) ont été menées sous forme de tableaux ou d'histogrammes. Une note expliquant les modalités de lecture de chaque graphique est présentée à chaque sous-section de ce rapport.
- Des histogrammes : pour les analyses approfondies au niveau CSP ou région.
- Des tableaux : pour les analyses approfondies au niveau CSP ou région.

Le tableau 2 ci-dessous résume la méthodologie appliquée lors des traitements et analyse de données de ce rapport. Les codes couleurs de ce tableau seront utilisés tout au long du rapport pour les graphiques ainsi que pour les tableaux.

**Tableau 3 : Traitement des résultats d'enquête et méthodologie de travail**

Types de réponses possibles	Libellés des graphiques et tableaux	Niveau de satisfaction par rapport à la mesure
Insatisfait de la mesure + Insatisfait de sa réalisation	Totalemment insatisfait	Insatisfait ou Insatisfait de la mesure
Insatisfait de la mesure + Satisfait de sa réalisation	Insatisfait de la mesure/Satisfait de sa réalisation	
Satisfait de la mesure + Insatisfait de sa réalisation	Satisfait de la mesure/Insatisfait de sa réalisation	Satisfait ou Satisfait de la mesure
Satisfait de la mesure + Satisfait de sa réalisation	Totalemment satisfait	

# SECTION 1 - LES MESURES PRISES PAR L'ETAT DURANT LE CONFINEMENT

Dès l'apparition de l'épidémie à Madagascar, l'instauration du confinement figurait parmi l'une des mesures clés pour limiter la propagation de la covid-19. Par la suite, plusieurs mesures et solutions ont été prises par les autorités publiques pour lutter contre cette maladie et pour apporter des solutions face à ses impacts négatifs.

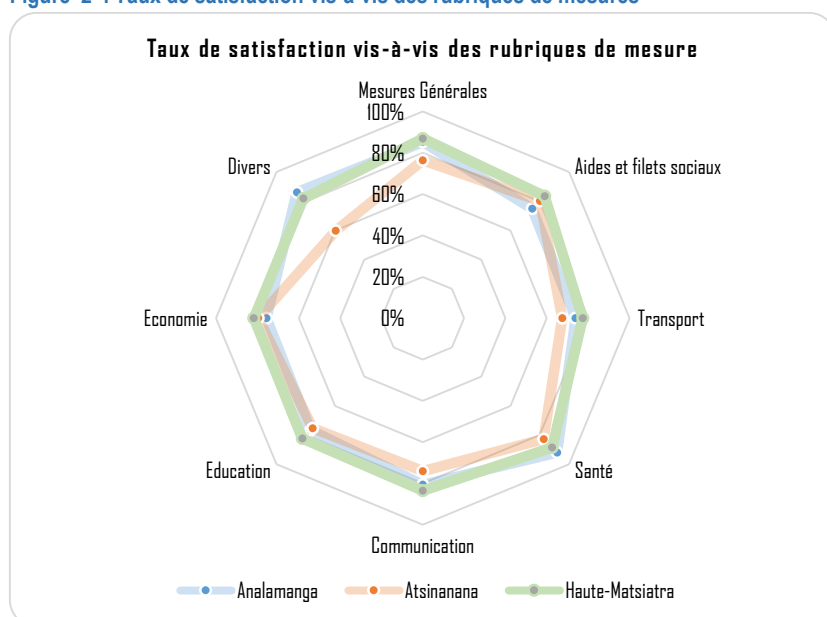
Afin d'évaluer la satisfaction citoyenne par rapport à ces mesures et solutions, les analyses suivantes ont été menées pour les enquêtes par rapport au plan national contre la covid-19 :

- Analyse comparative de la satisfaction citoyenne par région : son but est de sortir une tendance de satisfaction par rubrique, et de comparer les niveaux de satisfaction des trois régions.
- Analyse détaillée de la satisfaction par mesure : son but est d'identifier les mesures ayant le moins satisfait les répondants sachant qu'une mesure qui ne satisfait pas la population peut ne pas être respectée par cette dernière alors que l'efficacité de la lutte contre la covid-19 implique la participation de tous.

## 1. Analyse globale par rubrique

Dans cette section, les mesures ont été regroupées en 8 rubriques afin d'avoir une vue globale des résultats pour les trois régions.

Figure 2 : Taux de satisfaction vis-à-vis des rubriques de mesures



### Comment lire ce graphique ?

Ce graphique à radar permet de présenter conjointement le taux de satisfaction (allant de 0% à 100% avec un intervalle de 20%) par rapport aux huit rubriques et de les comparer par régions.

On constate une similitude des résultats obtenus pour la rubrique « Economie » pour les trois régions. En effet, les taux de satisfaction au niveau des trois régions ne sont pas trop disparates. On constate cette tendance pour les autres rubriques sauf pour la rubrique « Divers » dont les résultats obtenus à Atsinanana sont significativement différents des deux autres régions.

La satisfaction moyenne obtenue auprès des répondants d'Analamanga est très positive avec un taux moyen de 81%. La rubrique « Santé » enregistre le taux le plus élevé avec 92%, suivie des rubriques « Divers »<sup>1</sup> (85%), « Mesures générales » (85%), et « Communication » (81%). Les autres rubriques quant à eux enregistrent un taux moyen de 75%, dont 77% pour « l'Education », 76 % pour « l'Economie », 75% pour « les Aides et filets sociaux » et 74% pour le « Transport ».

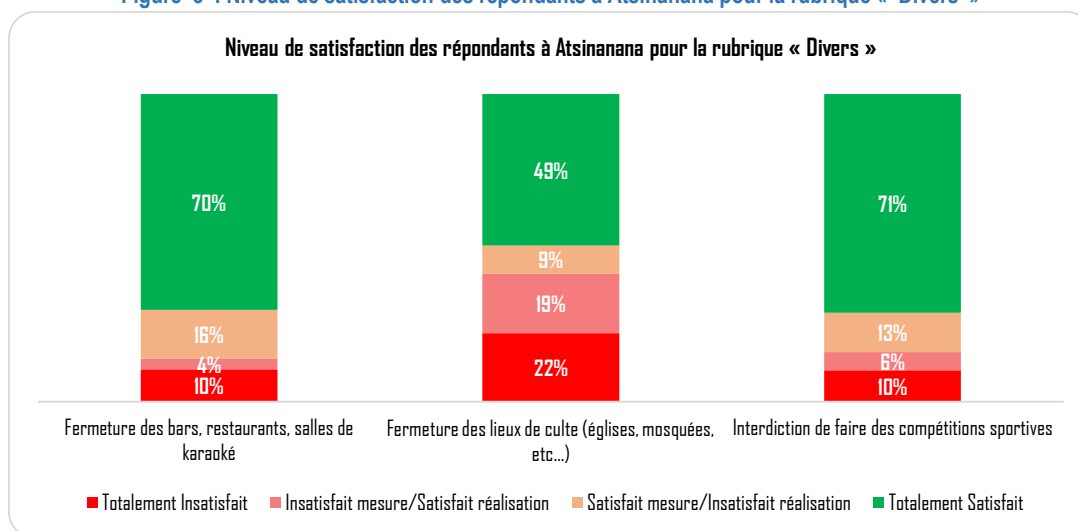
<sup>1</sup> La rubrique « Divers » regroupe les mesures visant à limiter le regroupement de plusieurs personnes en un lieu. Il s'agit entre autres de la fermeture des lieux de culte, des espaces de fête et de la suspension des compétitions sportives.

Le taux moyen de satisfaction enregistré à Atsinanana est un peu moindre que ceux d'Analamanga et de la Haute-Matsiatra. Environ 74% des personnes interrogées dans cette région sont satisfaites de l'ensemble des mesures déployées durant le confinement. Trois rubriques enregistrent un taux supérieur à 80% avec 83% pour la rubrique « Santé » et 80% pour les rubriques « Aides et filets sociaux » - et « Economie ». Trois autres rubriques enregistrent un taux entre 70% et 80%, dont la rubrique « Mesures générales » avec 76%, la rubrique « Education » avec 75% et la rubrique « Communication » avec 74%. Et les deux dernières rubriques qui ont obtenu un taux inférieur à 70% sont la rubrique « Transport » (68%) et la rubrique « Divers » (60%). La rubrique « Divers » pour Atsinanana est la rubrique qui a enregistré le taux le plus faible en comparaison avec toutes les rubriques de toutes les régions.

La région Haute-Matsiatra a enregistré le meilleur taux de satisfaction moyen par rapport aux deux autres régions. En moyenne, 83% des répondants de cette région sont satisfaits de l'ensemble des mesures prises par l'Etat. On constate aussi que les taux d'appréciations obtenus par chaque rubrique sont très homogènes avec un taux maximum de 87% et un minimum de 77%, avec 7 rubriques ayant un taux entre 80% et 90% et une rubrique entre 70% et 80%. La rubrique « Mesures générales » enregistre le meilleur taux avec 87%, suivi de la rubrique « Santé » (88%), des rubriques « Aides et filets sociaux » - et « Communication » (83%), des rubriques « Education, Economie et Divers » (82%) et enfin de la rubrique « Transport » (77%).

Après comparaison des résultats obtenus au niveau des trois régions, on constate une différence significative entre le taux de satisfaction de la rubrique « Divers » à Atsinanana et les deux autres régions. En effet, seulement 60% des répondants à Atsinanana ont affirmé être satisfaits des mesures concernant cette rubrique contre 86% pour Analamanga et 82% pour Haute-Matsiatra. L'analyse concernant cette rubrique montre que ce mauvais résultat est dû à une faible appréciation de la « Fermeture des lieux de culte ». Le graphique ci-dessous montre que 42% des répondants à Atsinanana ont affirmé ne pas être d'accord avec cette mesure.

**Figure 3 : Niveau de satisfaction des répondants à Atsinanana pour la rubrique « Divers »**

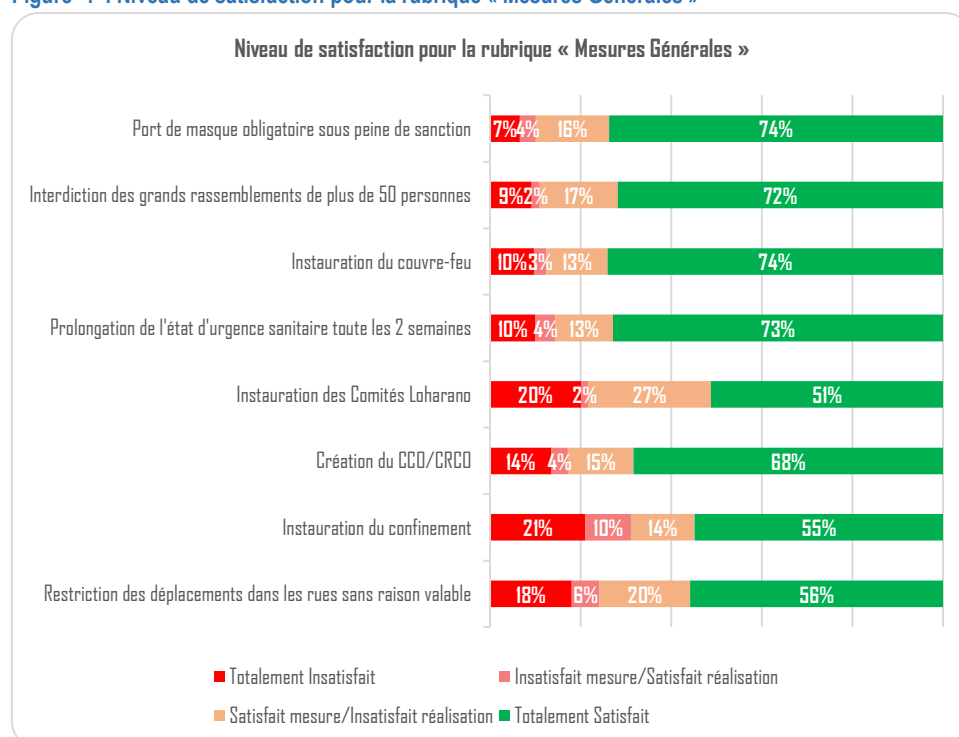


## 2. Analyse détaillée par mesure

### 2.1. Mesures générales

L'Etat d'urgence sanitaire<sup>2</sup> a été déclaré un jour après la détection des premiers cas de la covid-19 à Madagascar le 20 mars 2020. Afin de limiter la propagation de la pandémie, l'Etat a mis en place des dispositions strictes aux niveaux des régions impactées telles que l'instauration du confinement et de couvre-feu, l'interdiction des grands rassemblements de plus de 50 personnes, l'obligation de porter un masque sous peine de sanction et la restriction des déplacements dans les rues sans raison valable. Par la suite, en vue d'améliorer la coordination générale des activités de lutte contre le coronavirus dans tout Madagascar, des entités de coordination ont été créées au niveau central et décentralisées à travers des Centres de Commandement des Opérations covid-19 (CCO au niveau national et CRCO au niveau régional et territorial) et au niveau local à travers les Comités Loharano<sup>3</sup>.

Figure 4 : Niveau de satisfaction pour la rubrique « Mesures Générales »



#### Comment lire ce graphique ?

90% des répondants sont satisfaits de « l'obligation de porter un masque sous peine de sanction » (dont 74% sont totalement satisfaits et 16% sont insatisfaits de son application), tandis que 7% en sont totalement insatisfaits

Le graphique ci-dessus montre que le taux d'insatisfaction par rapport à l'instauration du confinement (21%) et de la restriction des déplacements dans les rues sans raison valable (18%) est plus élevé que la tendance.

<sup>2</sup> L'Etat d'urgence a été décrété 1 jour après la détection des premiers cas de covid-19 à Madagascar soit le 21 mars 2020 et a été renouvelé toute les 2 semaines jusqu'au 18 octobre 2020.

<sup>3</sup> L'objectif principal des Comités Loharano est de gérer la crise au niveau communautaire en mettant en avant les organisations de proximité.

**Tableau 4 : Taux d'insatisfaction vis-à-vis de « l'instauration du confinement » et de « la restriction des déplacements dans les rues sans raison valable »**

CSP	Insaturation du confinement	Restriction des déplacements dans les rues sans raison valable
Commerçants	34%	35%
Chauffeurs Taxi/Taxi be	18%	11%
Enseignants/Instituteurs	23%	19%
Ménagères	20%	14%
Fonctionnaires	9%	5%
Lavandières	42%	35%
Maires/Adjoints au maire	9%	9%
Manutentionnaires	25%	18%
Société civile	12%	13%
Personnels de santé	4%	7%
Prêtres/Pasteurs	6%	3%
Salariés du secteur privé	13%	14%
Chefs Fokontany	10%	15%

Ce tableau démontre que les commerçants, les enseignants, les lavandières et les manutentionnaires sont les catégories des personnes qui sont les moins satisfaites des deux mesures citées plus haut. Ceci est compréhensible car la viabilité de leur activité génératrice de revenus est tributaire de la circulation et des déplacements de la population. Les chauffeurs de taxi et de taxi be, les femmes au foyer, les lavandières et les manutentionnaires ont quant à eux été les moins satisfaits de la mise en place du confinement.

## 2.2. Aides et filets sociaux

Les mesures de restriction appliquées pour les trois grandes villes d'Antananarivo, Toamasina et Fianarantsoa ont accentué l'insécurité alimentaire des ménages vulnérables dont les sources de revenus ont été perturbées par le confinement et qui n'ont pas les moyens de s'alimenter correctement. Un plan de protection sociale a été développé par les pouvoirs publics pour couvrir les besoins les plus urgents relatifs aux conséquences immédiates des mesures de confinement. Les interventions spécifiques à ce plan de riposte concernent les secteurs Nutrition, Protection et la Sécurité alimentaire et moyens d'existence à travers des programmes tels que le projet « masque pour tous » (pour la protection de masse), les programmes Vatsy Tsinjo<sup>4</sup>, Tosika Fameno<sup>5</sup> et Tsenà Mora<sup>6</sup> pour les groupes vulnérables dû au Covid-19 dans les zones en confinement - et Tsinjo Fameno<sup>7</sup> pour les salariés du secteur privé.

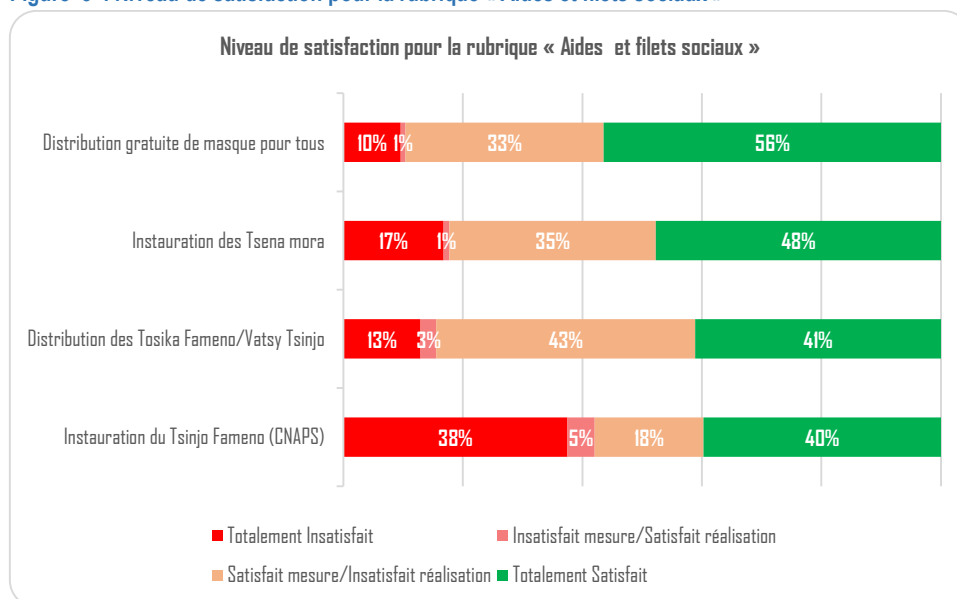
<sup>4</sup> L'objectif majeur du programme Vatsy Tsinjo est de fournir directement aux ménages les produits vitaux dont ils ont besoin et de limiter leur besoin de déplacement. Les bénéficiaires sont les personnes issues des groupes sociaux en difficulté telles que les guides touristiques, les agents des gares routières, les chauffeurs et les receveurs des zones suburbaines, les enseignants des écoles privées, les étudiants bloqués dans les cités universitaires, etc.).

<sup>5</sup> Le programme Tosika Fameno a été développé afin d'appuyer les ménages du secteur informel les plus vulnérables ayant subi une réduction de leur source de revenus au cours de la période de confinement.

<sup>6</sup> L'opérationnalisation des Tsenà Mora a pour objectif : fournir des denrées alimentaires de base à des prix subventionnés aux populations pauvres et la vente des produits des agriculteurs confinés et bloqués de fait dans leurs villages, à cause des mesures de limitation des échanges et des déplacements.

<sup>7</sup> Le Tsinjo Fameno est une prestation spéciale de la CNaPS, sur proposition du Président de la République, pour venir en aide aux employés du secteur privé, en détresse depuis la crise liée au Covid-19. Chaque emprunteur pourra toucher un mois de son salaire, variant entre 200 000 et 500 000 Ariary.

Figure 5 : Niveau de satisfaction pour la rubrique « Aides et filets sociaux »



**Comment lire ce graphique ?**

Dans cette section, force est de constater que le taux d'insatisfaction par rapport à la réalisation de chaque mesure est très élevé.

Pour la mesure « distribution gratuite de masques pour tous », 90% des répondants adhèrent à ce projet, par contre 33% ont été déçus du résultat.

Le taux d'insatisfaction par rapport à la réalisation<sup>8</sup> est très élevé pour les mesures suivantes : la distribution de masques pour tous, l'instauration des Tsena mora et la distribution des Tosika Fameno / Vatsy tsinjo. En moyenne, 85% des répondants ont trouvé l'intention sous-tendant ces projets intéressante; or en moyenne 48% seulement sont convaincus de leur aboutissement.

Tableau 5 : Répartition des répondants selon l'appréciation de « l'instauration du Tsinjo Fameno CNAPS »

CSP	Totallement Insatisfait	Insatisfait mesure/Satisfait réalisation	Satisfait mesure/Insatisfait réalisation	Totallement Satisfait
Commerçants	52%	6%	10%	32%
Chauffeurs Taxi/Taxi be	36%	5%	14%	45%
Enseignants/Instituteurs	44%	5%	11%	41%
Ménagères	32%	7%	19%	42%
Fonctionnaires	29%	6%	28%	37%
Lavandières	54%	2%	10%	34%
Maires/Adjoints au maire	10%	0%	50%	40%
Manutentionnaires	33%	5%	21%	41%
Société civile	48%	0%	32%	20%
Personnels de santé	35%	7%	20%	38%
Prêtres/Pasteurs	30%	3%	20%	47%
Salariés du secteur privé	25%	1%	31%	43%
Chefs fokontany	26%	0%	13%	61%

Les Chefs Fokontany ont donné le meilleur score de satisfaction (61%) par rapport à l'instauration du Tsinjo Fameno. Du côté des Maires et des Adjoints au maire, 90% d'entre eux adhèrent à l'idée véhiculée par la mesure, mais 50% ne sont pas convaincus de l'aboutissement du projet. Du côté des destinataires du Tsinjo Fameno CNAPS, 43% des salariés privés sont totalement satisfaits de l'aide, 31% n'ont pas été convaincus de son aboutissement et 25% en sont totalement insatisfaits.

### 2.3. Transport

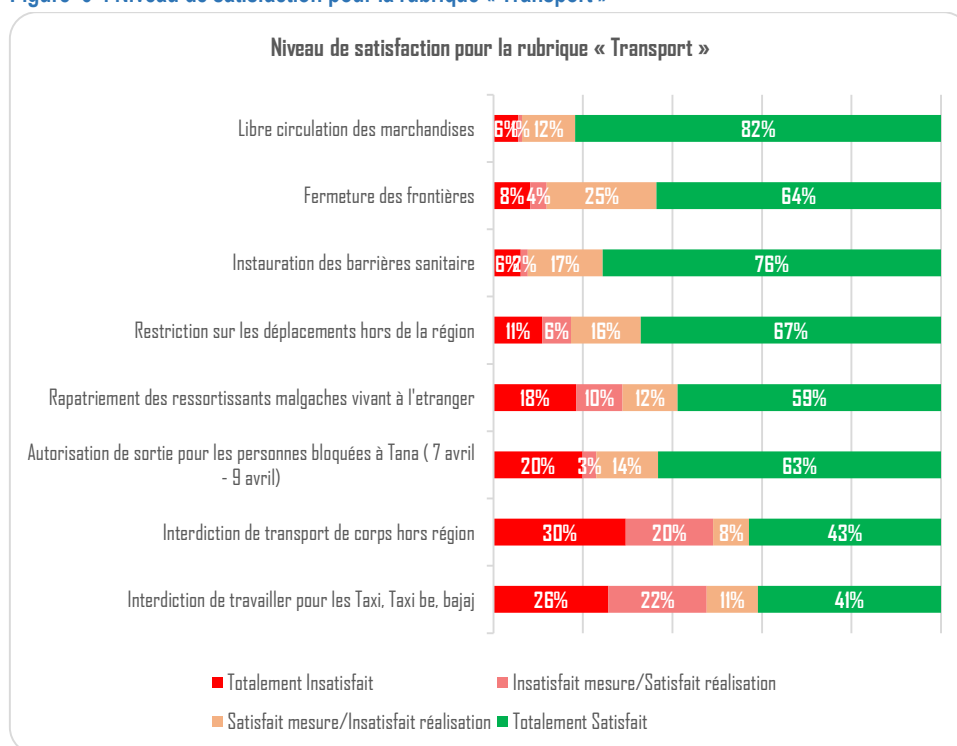
La mobilité de la population, les déplacements entre les régions et les villes sont des facteurs de propagation rapide du virus. La fermeture des frontières au niveau national et régional, la mise en place des barrières sanitaires à la sortie des grandes

<sup>8</sup> Le taux des insatisfaits- par rapport à la mesure n'est autre que le taux des satisfaits de la mesure, mais insatisfait de sa réalisation.



villes et l'arrêt total des activités de transport pour les Taxi/Taxi Be/Bajaj ont été instaurés par l'Etat malgache afin de limiter la transmission du covid-19 dans les principaux foyers et éviter sa propagation vers les autres villes et régions. Cependant, ces restrictions ne s'appliquent pas aux transports de marchandises afin de toujours approvisionner toutes les régions durant le confinement. Et pour apporter des solutions aux problèmes liés à la fermeture des frontières, surtout par rapport aux personnes coincées à l'étranger ou à Antananarivo, l'Etat malgache a pris des mesures leur permettant de rentrer dans leurs localités respectives.

Figure 6 : Niveau de satisfaction pour la rubrique « Transport »



**Comment lire ce graphique ?**

Pour la mesure « Rapatriement des ressortissants malgaches vivant à l'étranger », 59% des répondants sont satisfaits de cette décision, 12% ne sont pas satisfaits de sa réalisation, 11% ne sont pas d'accord avec la décision mais reconnaissent sa nécessité et 18% n'approuvent pas tout simplement.

Le graphique ci-dessus montre que presque la majorité des répondants sont mécontents de l'interdiction de transporter le corps d'un défunt hors de la région (49%) et de la suspension des activités des Taxis/Taxi Be (48%). L'analyse au niveau des régions révèle que les répondants d'Atsinanana sont les plus mécontents de ne pas pouvoir faire sortir le corps d'un défunt hors de la région (61%) et de l'arrêt des activités des Taxi/Taxi Be/Bajaj (55%).

Tableau 6: Résultats des mesures ayant un taux d'insatisfaction extrêmement élevé pour la rubrique « Transport »

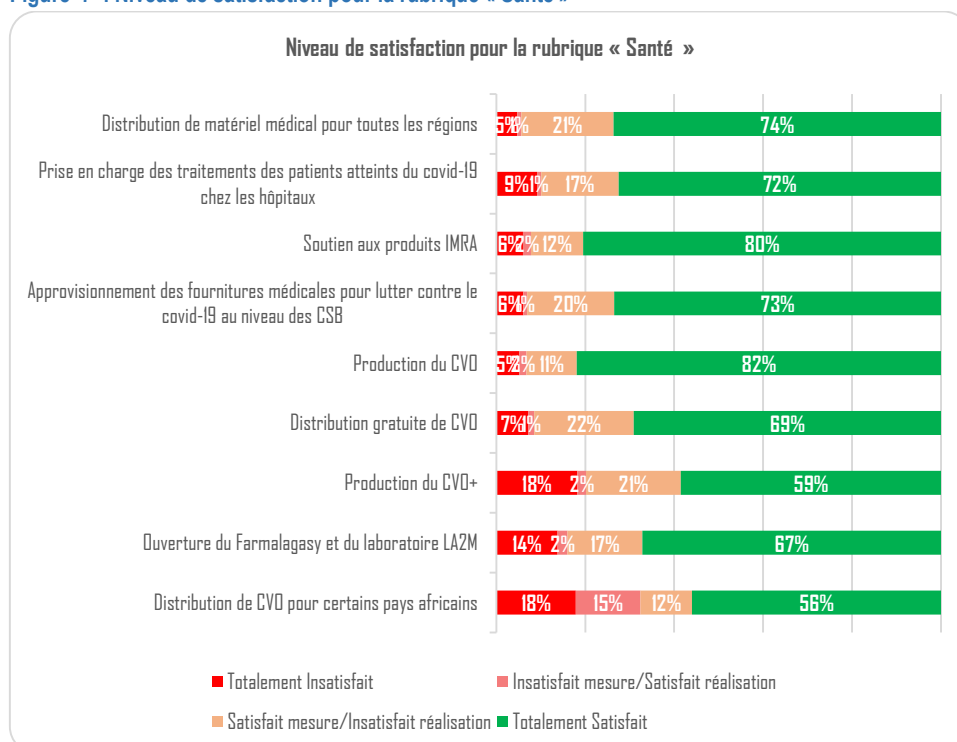
Région	Interdiction de transporter les défunts hors de la région	Suspension de l'activité des Taxi/Taxi Be
Analamanga	43%	46%
Atsinanana	61%	55%
Haute-Matsiatra	44%	43%

**2.4. Santé**

Afin d'endiguer la pandémie, de renforcer les structures de santé en ressources logistiques et équipements - et d'assurer les services sanitaires de proximité, toutes les régions ont été dotées de matériel médical, les CSB ont été approvisionnés de

fournitures médicales pour la lutte contre la covid-19. Après plusieurs mois de recherche au niveau de l'IMRA, le chef d'Etat a érigé le CVO comme produit essentiel dans la lutte contre la pandémie.

Figure 7 : Niveau de satisfaction pour la rubrique « Santé »

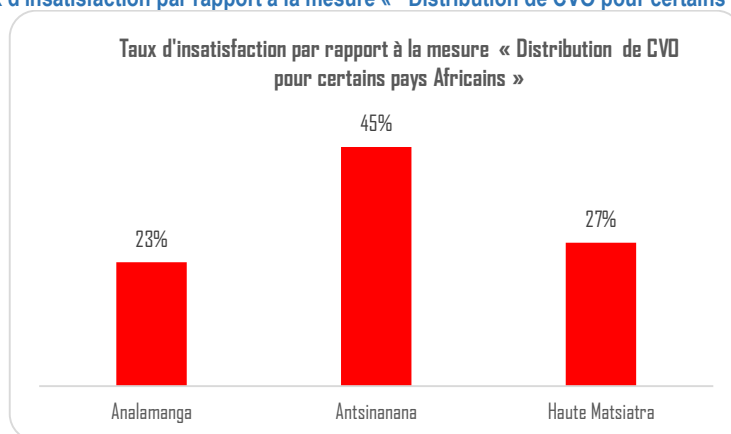


**Comment lire ce graphique ?**

74% des répondants sont satisfaits de la « distribution de matériel médical pour toutes les régions », contre 21% d'insatisfaits de la réalisation.

On constate un taux d'insatisfaction élevé (32%) par rapport à la mesure « Distribution de CVO pour certains pays africains ». Les répondants de la région Atsinanana sont les plus insatisfaits de cette mesure avec un taux de 45% contre 23% pour Analamanga et 27% pour la Haute-Matsiatra.

Figure 8: Taux d'insatisfaction par rapport à la mesure « Distribution de CVO pour certains pays Africains »

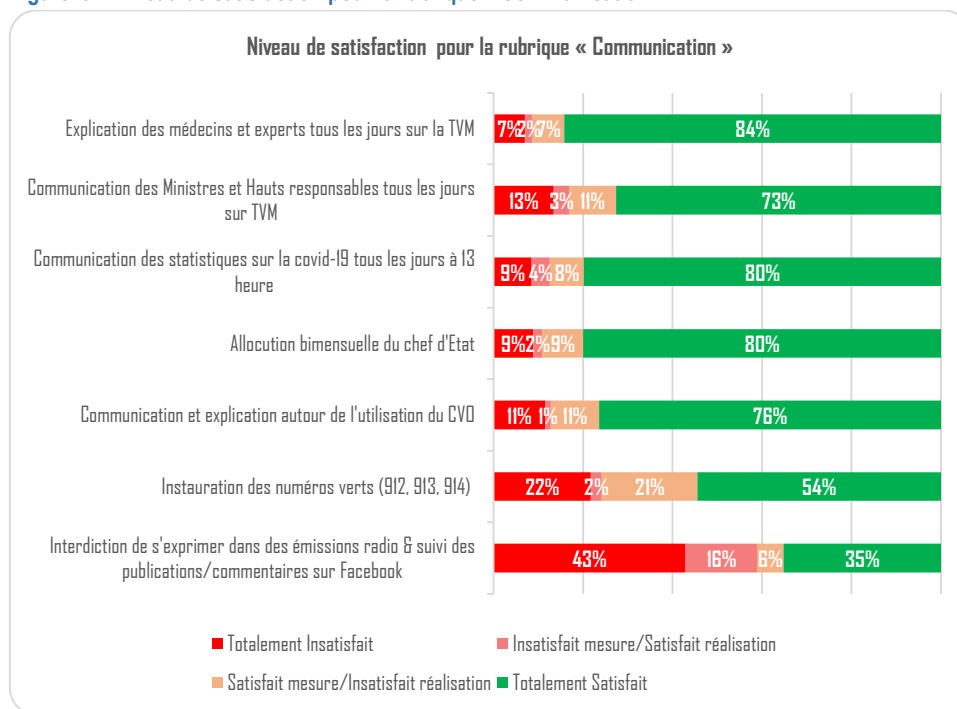


**2.5. Communication**

La communication a joué un rôle primordial dans la lutte contre la pandémie à Madagascar. Les explications des médecins et experts tous les jours sur la TVM ont permis d'augmenter le niveau de connaissances de la population sur le coronavirus, ses symptômes, ses modes de transmission et les moyens de prévention. Tandis que les allocutions du Président de la République toutes les deux semaines, des ministres et hauts responsables tous les jours ont pour objectif de communiquer à la population les actions prises par les pouvoirs publics ainsi que les mesures à respecter par tous les citoyens.

Dans le but d'informer la population sur l'évolution de la situation, les statistiques sur la covid-19 ont été diffusées tous les jours à 13h sur la TVM. Pour réduire les rumeurs et la panique liées à la maladie à coronavirus, l'Etat a formellement interdit d'exprimer toutes opinions dans des émissions radio par une lettre du Ministère de la Communication et de la Culture signée par son Directeur général de la communication, Fanahimanana Tiaray Hubert le 24 mars 2020<sup>9</sup>.

Figure 9 : Niveau de satisfaction pour la rubrique « Communication »



**Comment lire ce graphique ?**

Pour cette rubrique, on constate un bon taux de satisfaction pour toutes les mesures, hormis l'instauration des numéros verts et l'interdiction de s'exprimer dans des émissions radio et le suivi des publications sur Facebook. En effet, le taux de satisfaction par rapport à la mesure dépasse les 80% avec un taux maximum de 91% pour les Explications des médecins et experts tous les jours sur la TVM.

Plus de la moitié des interviewés (59%) ont affirmé leur mécontentement quant à l'interdiction de s'exprimer dans des émissions radio et le suivi des publications et commentaires sur Facebook, 43% sont totalement contrariés face à cette mesure et 16% ont quand même reconnu son utilité dans la lutte contre la covid-19. Le tableau suivant montre que les enquêtés d'Atsinanana sont les plus frustrés de cette décision avec un taux d'insatisfaction de 61% contre 43% pour Analamanga et 44% pour la Haute-Matsiatra.

Tableau 7: Taux d'insatisfaction par rapport à « l'interdiction de s'exprimer dans des émissions radio et suivi des publications sur Facebook »

Région	Interdiction de s'exprimer sur la radio et suivi des publications sur Facebook
Analamanga	43%
Atsinanana	61%
Haute-Matsiatra	44%

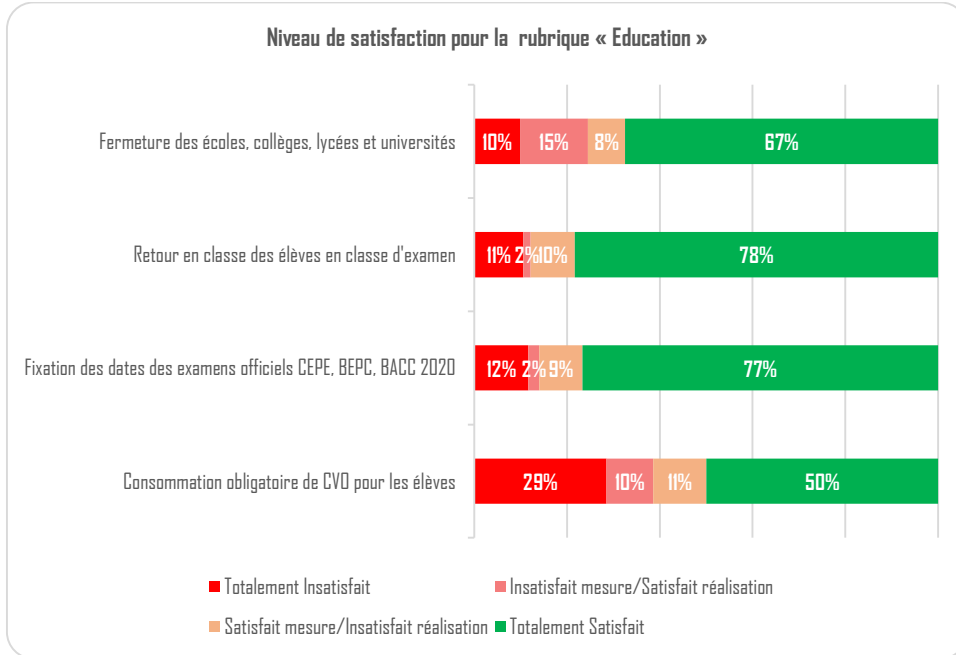
<sup>9</sup> Extrait : « En application du décret présidentiel proclamant l'état d'urgence sanitaire sur tout le territoire de la République, le ministère de la Communication et de la Culture, par le biais du Directeur général de la Communication, a pris un acte réglementaire enjoignant toutes les stations radio et télé à reprendre les émissions « Flash Covid-19 » de la RNM et la TVM tous les jours à 13 heures et 20 heures. Et ce, à partir du 21 mars 2020 jusqu'à la fin de l'état d'urgence sanitaire. Il est également ordonné aux stations en question de mettre fin aux émissions interactives avec des interventions directes d'auditeurs et de téléspectateurs à travers le « phoning » du 23 mars jusqu'à la fin de l'état d'urgence sanitaire. »

<http://www.midi-madagasikara.mg/politique/2020/03/25/liberte-de-la-presse-retour-en-arriere/>

## 2.6. Education

La crise sanitaire a conduit à la fermeture de tous les établissements publics et privés, les établissements des enseignements supérieurs sur tout le territoire malgache afin de maîtriser les risques de propagation du virus. Puis une reprise progressive des cours pour les classes d'examen (7ème, 3ème, terminales) en vue de préparer les examens officiels a été autorisée par l'Etat avec des mesures très strictes telles que l'obligation de boire du CVO pour tous les élèves.

Figure 10 : Niveau de satisfaction pour la rubrique « Education »

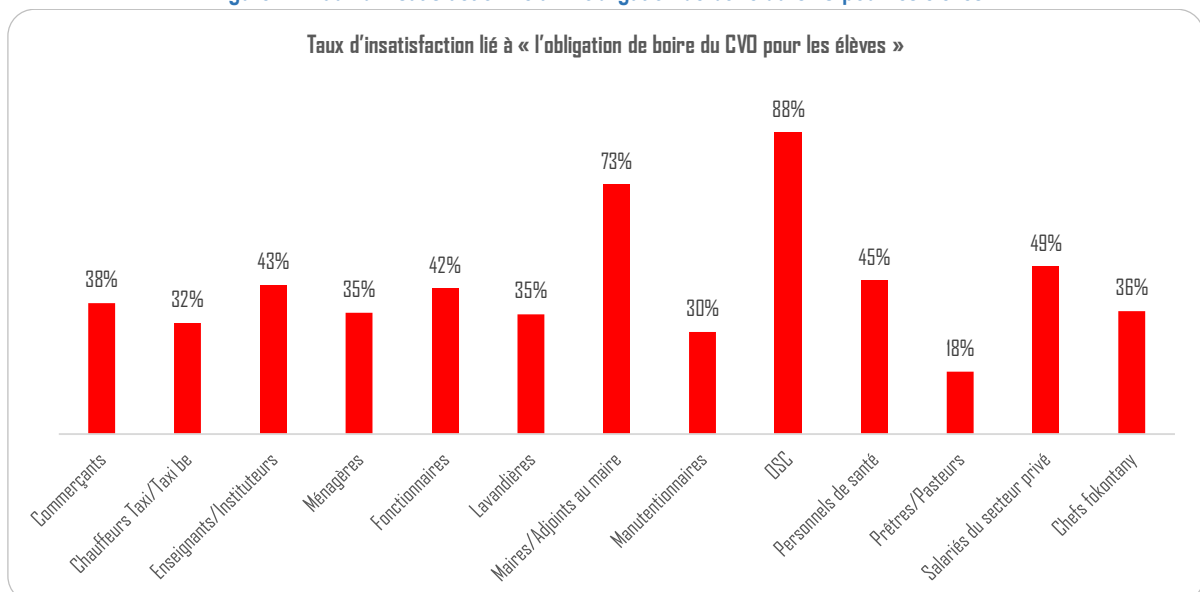


### Comment lire ce graphique ?

Pour la « fermeture des écoles, collèges, lycées et universités », 75% des répondants ont été ravis de cette décision, 25% sont insatisfaits de la mesure dont 10% sont totalement contre et 15% ont quand même reconnu son importance durant la crise covid-19. 88% se sont réjoui du « retour en classe des élèves en classe d'examen », une mesure visant à ce que ces élèves puissent se préparer aux examens officiels et dont 86% sont satisfaits de la fixation des dates d'examens.

On constate un taux d'insatisfaction élevé pour la mesure « Consommation obligatoire de CVO pour les élèves », 37% des personnes enquêtées ont exprimé leur mécontentement vis-à-vis de cette mesure, dont 27% sont totalement contre. Le graphique ci-dessous permet d'identifier les catégories de personnes les plus mécontentes de cette mesure, dont les organisation des sociétés civiles (88%), les Maires (73%), les enseignants (43%), les fonctionnaires (42%), les personnels de santé (45%) et les salariés du secteur privé (49%).

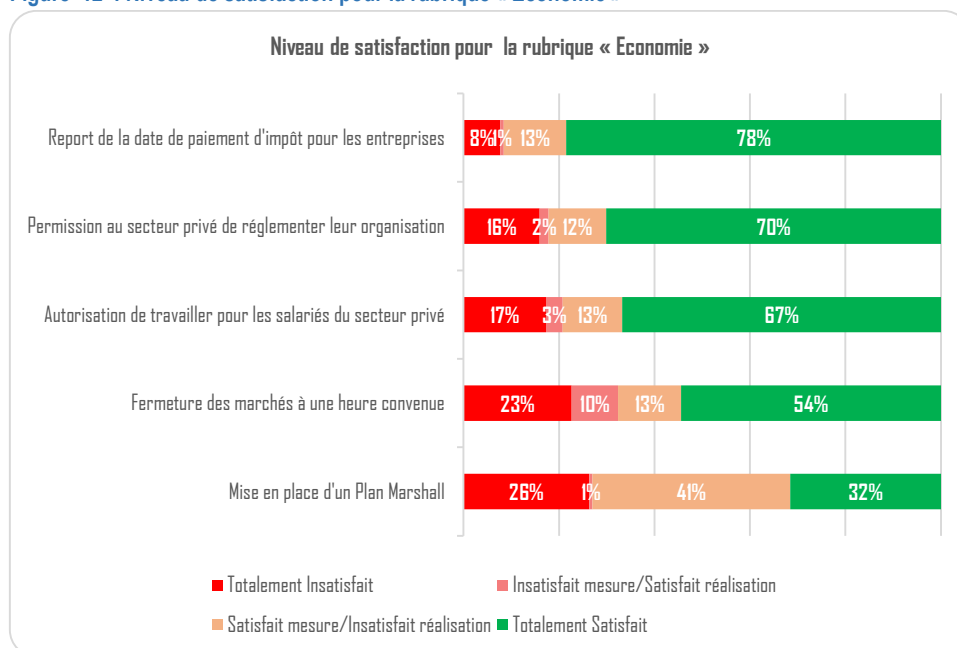
Figure 11: Taux d'insatisfaction lié à « l'obligation de boire du CVO pour les élèves »



## 2.7. Economie

Avec le confinement de la population, l'arrêt des activités non-essentiels et la fermeture des frontières, la crise sanitaire a provoqué une crise économique sur tout le territoire malgache. Pour pallier à cette crise économique, l'Etat malgache a mis en place les mesures économiques suivantes : l'autorisation de travailler pour les salariés du secteur privé, le report de la date des déclarations fiscales des entreprises, la poursuite des activités des marchands selon une heure convenue, et la mise en place d'un plan Marshall<sup>10</sup>.

Figure 12 : Niveau de satisfaction pour la rubrique « Economie »



### Comment lire ce graphique ?

92% des personnes sondées se disent satisfaites de la décision de reporter la date de paiement des impôts pour les entreprises.

Pour l'autorisation de travailler pour les salariés du secteur privé, 80% des répondants ont affirmé être contents de cette mesure, contre 20% d'insatisfaits.

Au vu du graphique ci-dessus, le premier constat est le taux d'insatisfaction élevé pour la « fermeture des marchés à une heure convenue » (32%). Les personnes interrogées à Analamanga sont les plus mécontentes de cette décision avec un taux d'insatisfaction de 41%, suivies de celles résidant à Atsinanana (30%) et dans la Haute-Matsiatra (26%).

Tableau 8: Appréciation de « la fermeture des marchés à une heure convenue »

Région	Taux d'insatisfaction	Taux de satisfaction
Analamanga	41%	59%
Atsinanana	30%	70%
Haute-Matsiatra	26%	74%

Le deuxième constat pour la rubrique « Economie » est la proportion élevée de personnes insatisfaites de la réalisation du plan Marshall qui représente 42% de la population étudiée. Ceci signifie que soit le projet n'a pas atteint l'objectif voulu soit il

<sup>10</sup> Le plan Marshall annoncé par le Chef d'Etat malgache lors de son allocution le 15 juin 2020 a pour objectif de relancer l'économie malgache, de contribuer à l'industrialisation de Madagascar et à la construction d'infrastructures dans les domaines de l'éducation, la santé, le sport, les travaux publics et l'habitat. Ce plan Marshall devra couvrir entre autres la réhabilitation de 1 250 kilomètres de route et la construction de 1 100 salles de classe. Le plan prévoit également de construire 33 nouveaux centres hospitaliers, accompagnés de logement du personnel médical. Il prévoit aussi la construction de 174 bureaux dans des communes, des districts et des régions, et 44 immeubles d'habitation et bureaux ministériels.

n'y a pas eu de visibilité dans sa réalisation. 59% des interrogés à Analamanga ont déclaré que le projet était inachevé, contre 50% pour Haute-Matsiatra et 24% pour Atsinanana.

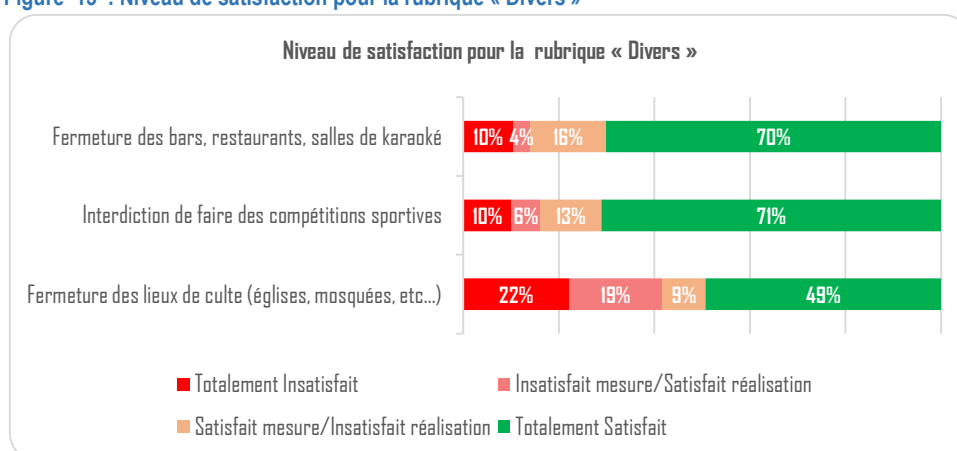
**Tableau 9 : Répartition des répondants selon l'appréciation du projet « Plan Marshall »**

Région	Insatisfait total	Insatisfait mesure/Satisfait réalisation	Satisfait mesure/Insatisfait réalisation	Satisfait total
Analamanga	34%	0%	59%	7%
Atsinanana	31%	0%	24%	44%
Haute-Matsiatra	20%	0%	50%	30%

## 2.8. Divers

La rubrique « Divers » regroupe les mesures visant à limiter le regroupement de plusieurs personnes en un lieu. Il s'agit entre autre de la fermeture des lieux de culte, des bars, des restaurants, des salles de karaoké et de la suspension des compétitions sportives.

**Figure 13 : Niveau de satisfaction pour la rubrique « Divers »**



### Comment lire ce graphique ?

En moyenne, 85% des personnes enquêtées sont satisfaites des mesures concernant « la fermeture des bars, restaurants, salles de karaoké » (86%) et de « l'interdiction de faire des compétitions sportives » (84%). Par contre, 42% des répondants sont insatisfaits de « la fermeture des lieux de culte ».

Environ 42% des répondants ne sont pas favorables à la fermeture des lieux de culte. En analysant les résultats par région, on constate que le taux d'insatisfaction enregistré à Atsinanana est deux fois plus élevé que celui d'Analamanga et de Haute-Matsiatra. En effet, 64% des personnes interrogées à Atsinanana ne valident pas ce choix contre 31% pour les deux autres régions.

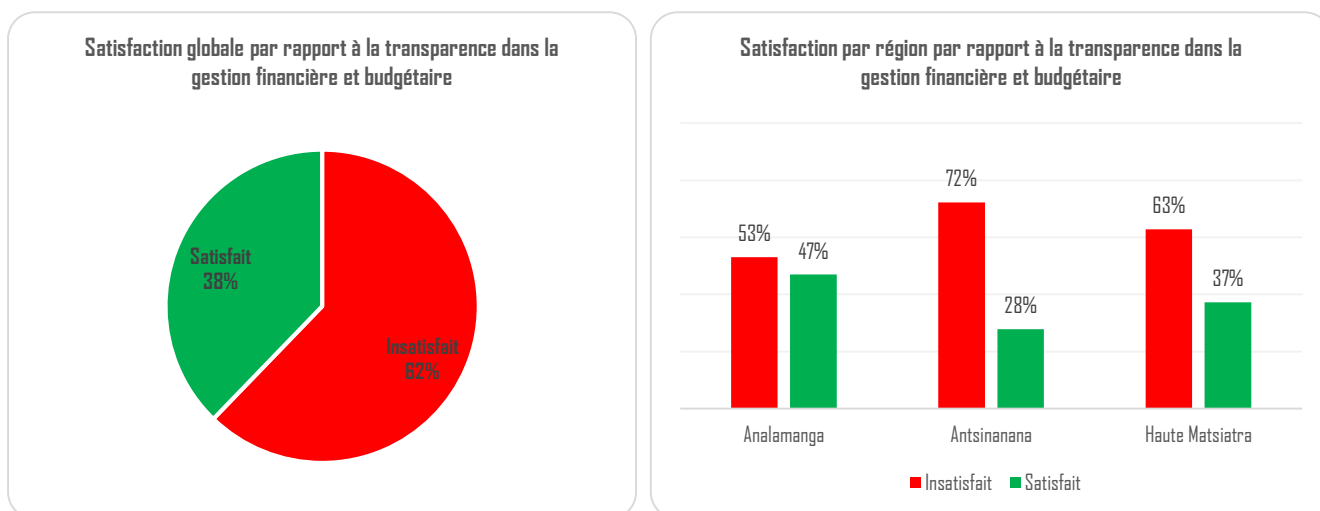
**Tableau 10: Taux d'insatisfaction lié à « la Fermeture des lieux de culte »**

Région	Fermeture des lieux de culte
Analamanga	31%
Atsinanana	64%
Haute-Matsiatra	31%

## SECTION 2 – LA TRANSPARENCE DANS LA GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE

La transparence des finances publiques est un élément crucial de la bonne gouvernance, y compris celle de la crise sanitaire. Elle assure que le gouvernement a une image précise de sa situation et de ses perspectives budgétaires, des coûts et des avantages à long terme de toute réorientation des politiques et des risques potentiels de dérapage. Elle offre également aux organes législatifs, aux marchés et aux citoyens l'information dont ils ont besoin pour rendre le gouvernement redevable. La transparence est le garant d'un développement économique plus inclusif, et d'une lutte plus efficace contre la pauvreté grâce à une meilleure utilisation des ressources publiques, en particulier pour les groupes les plus vulnérables. Les conséquences du manque de transparence sont multiples, à savoir l'augmentation de la corruption, la diminution de l'efficacité des allocations, le manquement à l'obligation de mettre intégralement en œuvre les composantes des programmes à mettre en œuvre, etc.

Figure : 14: Satisfaction par rapport à la transparence dans la gestion financière et budgétaire



L'enquête ARAMASO montre une très faible appréciation des répondants par rapport à la transparence des dépenses liées à la covid-19. En effet, 62% des répondants ont constaté une insuffisance dans la transparence budgétaire durant la crise sanitaire. Ce résultat confirme les revendications faites à l'encontre des pouvoirs publics par les entités politiques, les organisations de la société civile et les citoyens concernant l'application de la transparence budgétaire et l'obligation de rendre compte de toute dépense liée à la lutte contre la covid-19 durant le confinement.

### Encadré 1 : Madagascar: opacité sur l'utilisation des dons et prêts des bailleurs

A Madagascar, si la gestion de la crise sanitaire semble pour le moment être maîtrisée – c'est en tout cas ce que clame le président de la République lors de ses interventions à la télévision nationale-, d'autres voix s'élèvent pour alerter sur le manque de transparence autour de toute la logistique mise en place

A ce jour, Madagascar bénéficie de plusieurs millions de dollars de dons (20 millions de la part de la Banque mondiale notamment), et 166 millions de dollars de prêt du FMI pour faire face à la pandémie. Des sommes dont la redistribution reste pour le moment opaque.

Sur la chaîne de télévision nationale, un bandeau défile, égrenant les montants de dons effectués par des citoyens ou des entreprises. Toutefois, ces dons ne font pas systématiquement l'objet d'une communication officielle. Citoyens, société civile

et même personnalités politiques réclament des comptes sur l'utilisation de ces ressources pour que « pandémie ne rime pas avec gabegie ». Détournement d'aides, favoritisme, corruption : la situation d'urgence que vit le pays favorise le manque de transparence.

Mais certains veillent, comme Transparency International. Sa directrice Ketakandriana Rafitoson prévient : confinement ne veut pas dire hibernation de la société civile ni de la responsabilité citoyenne. « *Le besoin de commander 5 millions de masques localement, par exemple, de faire fabriquer des médicaments, tout ça... on a peur que ce soit capturé par les proches du président, parce qu'il n'y a pas d'appel d'offres ouvert, nous explique t-elle. Il n'y a pas de passation de marchés claire, etc. Donc ce n'est encore que l'expression d'une crainte, on ramasse des miettes d'informations puisqu'on n'a pas accès aux informations, mais on reste vigilants. Le président a dit texto à la télévision que ce n'était pas le moment de demander l'origine des fonds parce que c'est l'urgence. Sous prétexte d'urgence, on coupe court à toute demande relative à la transparence et qu'on fasse fi de la redevabilité, c'est ça le plus dur pour nous et c'est inacceptable.*»

De même, la gestion financière des dons et des prêts ainsi que le suivi et la distribution des aides octroyées fait tiquer. Eléonore Johasy, députée indépendante de Vaingaindrano, région isolée du Sud-Est, interpelle. « *Notre souhait, c'est qu'il y ait une équité dans la répartition des aides. Et que tous les secteurs de la population, même celle dans les zones enclavées, difficiles d'accès, tous les secteurs économiques et sociaux, bénéficient de manière équitable des soutiens que nous consentent nos partenaires. Pour le moment, ça n'a pas été le cas. J'espère, après que je me sois exprimée, que ces aides vont arriver en temps voulu et de manière suffisante.* »

(*rfi* du 10 Avril 2020).

#### **Encadré 2 : Gestion de crise sanitaire : La PFNOSCM réclame de la transparence sur l'utilisation des fonds mobilisés**

La Plate-forme nationale des organisations de la société civile de Madagascar, ou PFNOSCM/VOIFIRASANA, l'a évoqué dans son communiqué. Elle réclame ainsi de la transparence sur les ressources mobilisées et leurs sources respectives, ainsi que l'utilisation de ces fonds sous forme de dépenses engagées ; sans oublier les procédures d'acquisition pour la gestion de la crise sanitaire à Madagascar. C'est une des manières permettant de restaurer la confiance et le respect de l'autorité publique par les citoyens, selon ses dires. La PFNOSCM reconnaît bien les efforts incontestables déployés par l'Etat et les partenaires internationaux pour lutter contre la propagation du coronavirus à Madagascar. En revanche, elle constate que le retard dans la prise de décisions politiques sur la fermeture des aéroports et des points d'accès à Madagascar, ainsi que la non systématisation des mises en quarantaine de tous les passagers, sont les principales causes de la crise sanitaire que Madagascar connaît actuellement.

(*Midi Madagasikara* du 04 avril 2020).

Depuis la publication de ces articles et grâce notamment au plaidoyer mené par la société civile, en plus des pressions exercées par les partenaires techniques et financiers de Madagascar, le Gouvernement malagasy a entrepris des efforts certains en faveur de la transparence. Le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) publie par exemple depuis novembre 2020, sur son site web<sup>11</sup>, les états des recettes et dépenses liées à la Covid-19 (états d'exécution par structure, engagements, DTI, marchés publics, etc.). Les données publiées alimentent notamment les analyses menées par les organisations de la société civile – à l'instar du projet STEF (Suivi de la Transparence et de l'Efficacité des Fonds alloués aux réponses à la pandémie Covid-19) soutenu par l'Union européenne – mais serviront également à l'audit prévu par la Cour des comptes.

## **Recommandations**



*Le Parlement, en sa qualité d'institution de contrôle, devrait également s'intéresser à ces données pour s'enquérir notamment de la sincérité des états financiers publiés, de la conformité et de la régularité des dépenses ainsi que des marchés passés, etc. Les résultats de ces réflexions et audits institutionnels devront évidemment être restitués au grand public, dans une démarche d'information et de redevabilité.*

<sup>11</sup> [www.mef.gov.mg/reportingcovid](http://www.mef.gov.mg/reportingcovid)



---

## SECTION 3 – LES DEPUTES FACE A LA CRISE COVID-19

Cette section s'intéresse au niveau de responsabilisation/prise de responsabilités des parlementaires (principalement, les députés) durant et après le confinement. A titre de rappel, les députés ont trois rôles officiels : (i) le rôle de **représentants** (ils agissent en tant qu'intermédiaires entre les citoyens et l'administration publique), (ii) le rôle de **contrôleurs** (ils examinent les actions du gouvernement en veillant à ce que les intérêts de la population sont bien protégés), et (iii) le rôle de **législateurs** (ils étudient, analysent et votent les projets de loi). Une simple analyse des faits d'actualité ayant émaillé la première période de crise suffit pour conclure que les députés n'ont presque pas joué ces rôles-là dans la gestion de crise car l'Assemblée nationale a complètement été mise de côté par le pouvoir exécutif.

De ce fait, il a fallu concentrer les premières séries d'enquête sur des rôles accessoires que les députés ont pu jouer durant la crise, et les mesures correspondantes, à savoir :

- ✓ Les mesures prises par les députés dans leur circonscription, regroupant l'ensemble des actions de proximité et de soutien aux populations qu'ils ont pu entreprendre durant le confinement, plus précisément la distribution de kits d'hygiène (masque, gels hydro-alcooliques, dispositifs de lavage des mains, savon, ...) et d'aide alimentaire d'urgence (riz, légumes secs, huile, ...) aux foyers les plus démunis et ayant perdu leur faible revenu durant le confinement. Ce rôle plutôt humanitaire n'entre pas dans les attributions des députés et le tenir revient à entretenir le mythe populaire du « *député mpanao lalana (fa tsy mpanao lalàna)* » (traduction libre : pour la population, les députés doivent faire des ruelles – i.e. fournir des services de base et des infrastructures – et non adopter des textes) qui dénature pourtant leur fonction ;

- ✓ L'interaction entre les députés et les citoyens durant le confinement, regroupant les activités d'information et de sensibilisation communautaire en vue d'informer les citoyens sur l'existence du coronavirus et d'adopter les comportements nécessaires pour lutter contre la pandémie ; et

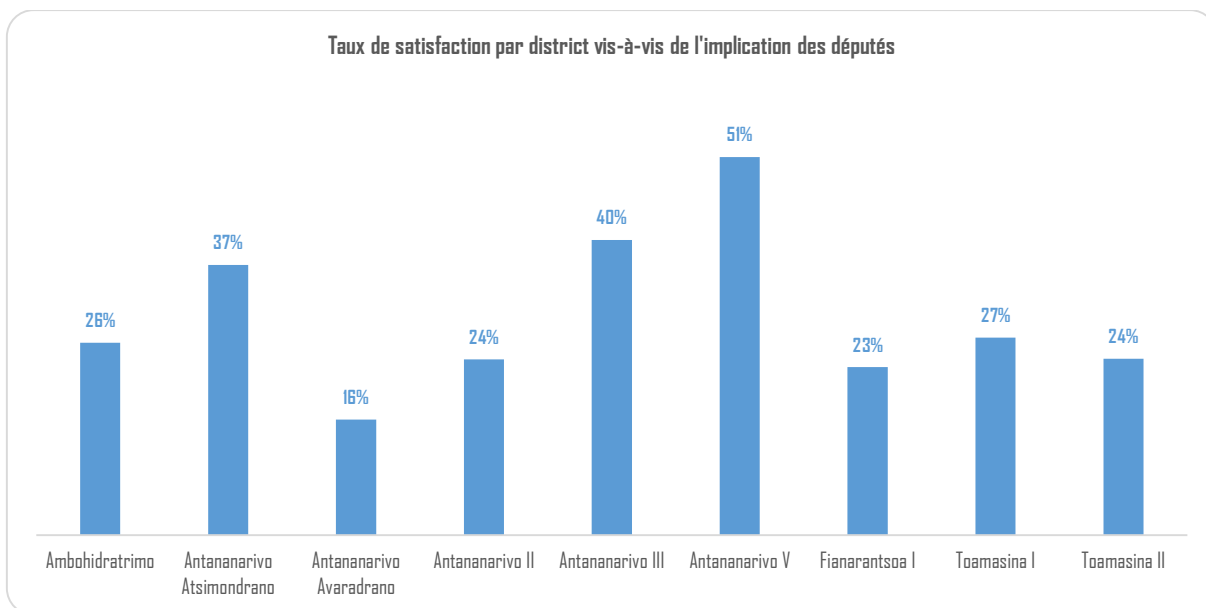
- ✓ La communication médiatique des députés durant le confinement, regroupant les activités d'information et de sensibilisation autour de la pandémie, des interpellations et interventions concernant les mesures prises ou à adopter par les pouvoirs publics selon les problèmes des citoyens de leur circonscription.

### 1. Analyse de la satisfaction vis-à-vis des mesures prises par les députés durant le confinement

Le confinement a provoqué une crise socio-économique intense sur l'ensemble du territoire malgache, caractérisée par le ralentissement des activités économiques du pays, l'augmentation considérable des pertes d'emplois, la diminution des revenus de la majorité de la population à cause du confinement, etc.... Pour pallier les conséquences de la covid-19, l'Etat malgache a lancé des actions visant à aider les personnes les plus vulnérables à traverser la longue période de confinement à travers les programmes de protection de masse (distribution de masques pour tous) et d'aide alimentaire d'urgence (Tosika Fameno, Vatsy tsinjo, Tsena Mora, etc...). De nombreuses organisations, entités publiques et privées, et personnalités politiques, y compris les députés, ont aussi participé à des campagnes de distribution de kits d'hygiène et d'aide alimentaire. Et c'est par leurs propres moyens que certains députés ont fait acte de générosité dans leurs circonscriptions respectives. Cependant, le graphique ci-dessous montre une faible appréciation des personnes sondées par rapport aux mesures prises par les députés durant le confinement. La majorité des personnes interrogées au niveau des neuf districts ne sont pas satisfaites de la participation des députés dans la gestion de la crise à travers la mise en place des mesures de distribution d'aide dans leur

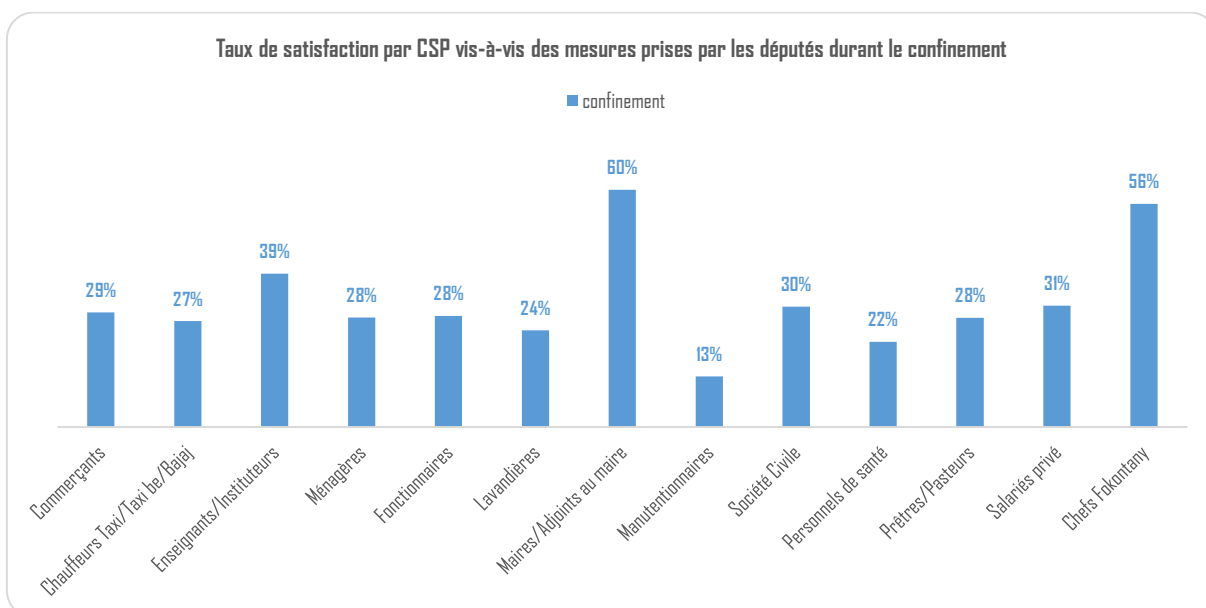
circonscription. Les personnes interrogées à Antananarivo V, Antananarivo III et Antananarivo Atsimondrano portent une appréciation assez favorable en comparaison au reste des districts.

Figure 15: Taux de satisfaction par région vis-à-vis des mesures prises par les députés durant le confinement



Les personnes les plus satisfaites de la participation des députés dans la gestion de crise sont les Maires et adjoints au maire (60%) – et les Chefs fokontany (56%) alors que la satisfaction moyenne du reste des répondants n'est que de 27%. Ceci peut s'expliquer soit par un manque de visibilité des députés dans leur action impliquant le fait que seul les maires et les chefs fokontany sont au courant de leur participation, soit par le fait que les répondants ne connaissent même pas l'identité des députés élus dans leur circonscription, soit simplement parce que les députés en question n'ont rien fait durant le confinement.

Figure 16: Taux de satisfaction par CSP vis-à-vis des mesures prises par les députés durant le confinement



### Recommandation issue des constats des participants aux focus groups et des répondants aux enquêtes :

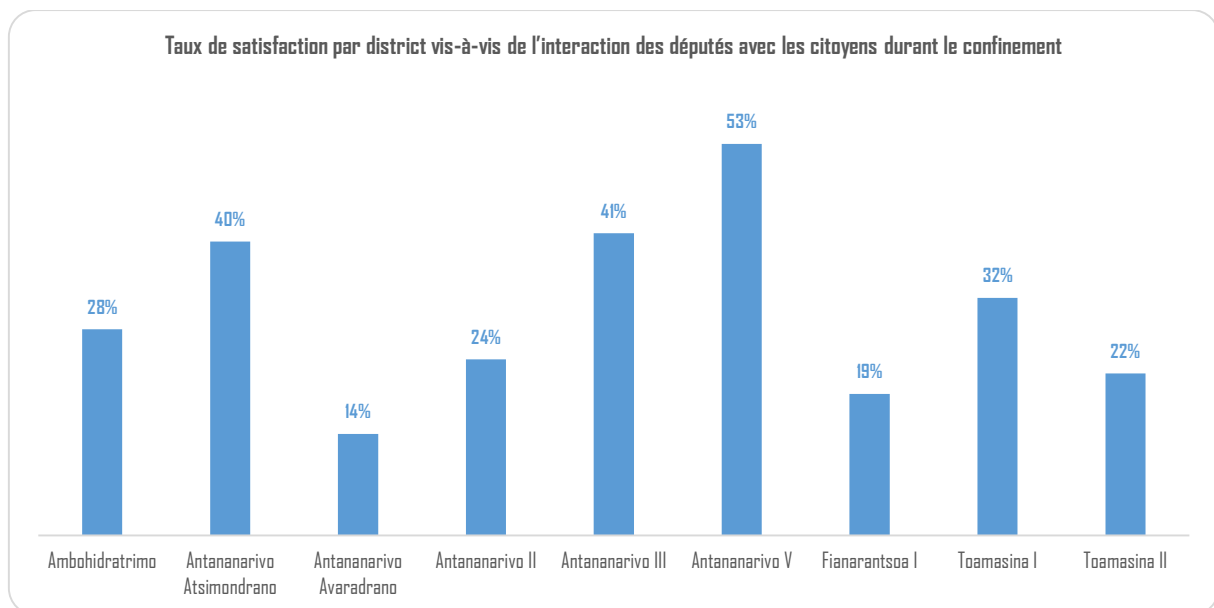


*Il faut abattre les barrières politiques et éviter toute forme de discrimination en temps de crise économique et sociale. En effet, des formes de discrimination à cause des couleurs politiques ont été constatées par les participants aux focus groups lors de la distribution de kits de protection<sup>12</sup> et d'aide alimentaire par les députés. Selon le témoignage d'un membre des comités Loharano, lors d'une telle activité dans une circonscription à Analamanga, un fokontany a été délibérément ignoré par le député élu dans cette circonscription à cause du mauvais score qu'il y a réalisé lors des dernières élections législatives.*

## 2. Analyse de la satisfaction vis-à-vis des interactions des parlementaires avec les électeurs

En tant que représentant des citoyens, l'interaction du député avec les citoyens de sa circonscription est une étape primordiale pour qu'il puisse défendre efficacement leur cause et aider à élaborer des solutions aux défis qu'ils relèvent. Ce rôle est d'autant plus important en temps de crise car il permet aux députés d'identifier les besoins de la population et d'y exiger des solutions auprès de l'exécutif. Cependant le graphique ci-dessous montre une faible appréciation de l'interaction entre les députés et les citoyens à l'exception des résultats obtenus à Antananarivo V (53%), Antananarivo III (41%) et Antananarivo Avaradrano (40%). Ces résultats plutôt mitigés remettent en question le rôle des députés en tant que représentants des citoyens car il leur est techniquement impossible de bien les représenter s'ils n'interagissent même pas avec eux.

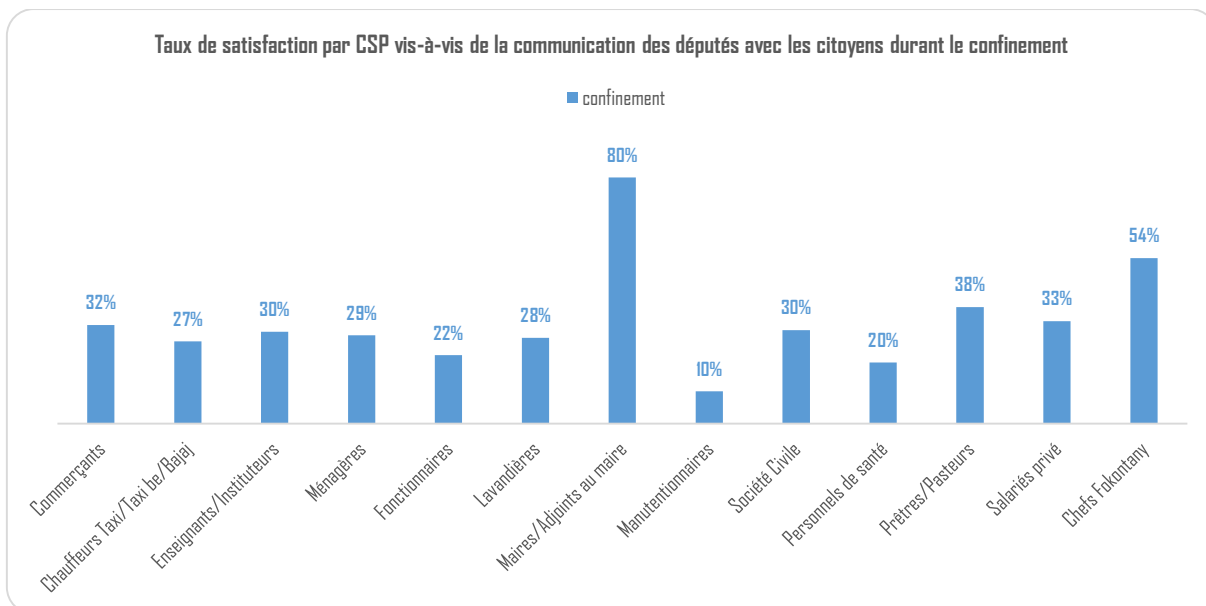
Figure 17 : Taux de satisfaction par district vis-à-vis de l'interaction des députés avec les citoyens durant le confinement



En analysant les résultats au niveau des CSP, on constate que 80% des Maires et Adjoints au maire – et 54% des chefs fokontany ont déclaré être satisfaits de l'interaction entre les députés et la population durant le confinement alors que le reste des personnes interrogées a un taux de satisfaction moyen de 27%. Ceci suppose qu'il y a une bonne communication et interaction entre les députés et les Maires/Adjoints au maire ou les Chefs fokontany, ce qui n'est pas le cas pour les citoyens qu'ils doivent représenter.

<sup>12</sup> Masque, lave mains, gel désinfectant, savon, etc...

Figure 18 : Taux de satisfaction par CSP vis-à-vis de l'interaction des députés avec les citoyens durant le confinement



**Recommandations issues des constats des participants aux focus groups et des répondants aux enquêtes :**



- ✓ Les députés doivent devenir des acteurs majeurs de la vie locale en privilégiant la proximité avec la population, que ce soit en temps de crise ou en temps normal. Ils doivent endosser le rôle d'avocat des intérêts de leurs circonscriptions respectives et avoir plus d'interactions avec les populations qu'ils représentent.
- ✓ Les députés doivent faire des rapports réguliers aux citoyens de leur circonscription afin que ces derniers puissent suivre et apprécier leur travail. Cependant, ce n'est pas le cas pour la majorité des députés puisque certains citoyens n'ont côtoyé leur député que pendant la période de propagande des dernières élections législatives.

**3. Analyse de la satisfaction vis-à-vis de la communication des députés dans les médias**

Dans le but de s'impliquer un peu plus dans la gestion de la crise covid-19, certains députés ont participé à des campagnes d'information et de sensibilisation communautaire autour de la pandémie dans les médias. Ils ont aussi fait part de leur avis sur les mesures de lutte contre la pandémie et ont proposé des solutions pour atténuer les effets négatifs de la crise.

**Encadré 3 : La reprise d'une vie normale suggérée à Toamasina.**

Trois grandes villes frappées par la pandémie ont été confinées durant ces quinze derniers jours, en l'occurrence Antananarivo, Fianarantsoa et Toamasina. Mais dans la ville du Grand Port, à l'inverse de son oncle, Roland Ratsiraka suggère « la reprise d'une vie normale dès ce lundi 20 avril ». Et d'ajouter qu'à partir de cette date, tout le monde devrait travailler et appliquer les gestes barrières. Ce député élu à Toamasina I veut rompre avec le confinement partiel imposé par le gouvernement et propose un « confinement ciblé ». Toujours selon lui, cette mesure restrictive ne devrait être appliquée que « dans les six fokontany touchés par la covid-19 à Toamasina ». Et d'ajouter qu'il faut « donner des badges à leurs résidents et leur distribuer 10 000 masques », et « faire en sorte que les habitants soient identifiés, contrôlés, et si nécessaire testés puis confinés ». Des barrages sanitaires devraient être installés aux entrées et sorties des fokontany, poursuit-il. Enfin, une opération de « pulvérisation de produits désinfectants et de nettoyage des fokontany devrait avoir lieu », estime l'ancien maire.

(Midi Madagascar du 17 Avril 2020).

#### Encadré 4 : Gestion Covid-19 : Tirs croisés à l'endroit du régime

Les critiques et pressions politiques de la part de l'opposition à l'endroit du régime se multiplient ces dernières semaines. Après l'alliance des partis de l'opposition (RMDM), présidée par l'ancien président de la République, Marc Ravalomanana, qui avait demandé la dissolution du gouvernement actuel, le HVM de l'ancien président Hery Rajaonarimampinaina hausse le ton.

Cet parti de l'opposition dénonce l'instrumentalisation politique du combat mené contre le Covid-19 et reproche aux autorités la mauvaise gestion de la crise sanitaire actuelle. Elle met en cause la stratégie adoptée par le gouvernement dans cette crise et réclame la transparence sur la gestion des financements obtenus dans le cadre de cette épidémie. Il appelle notamment les forces vives de la nation à tenir debout pour redresser le pays parce que « nous sommes tous responsables par rapport à l'histoire », affirme ce parti.

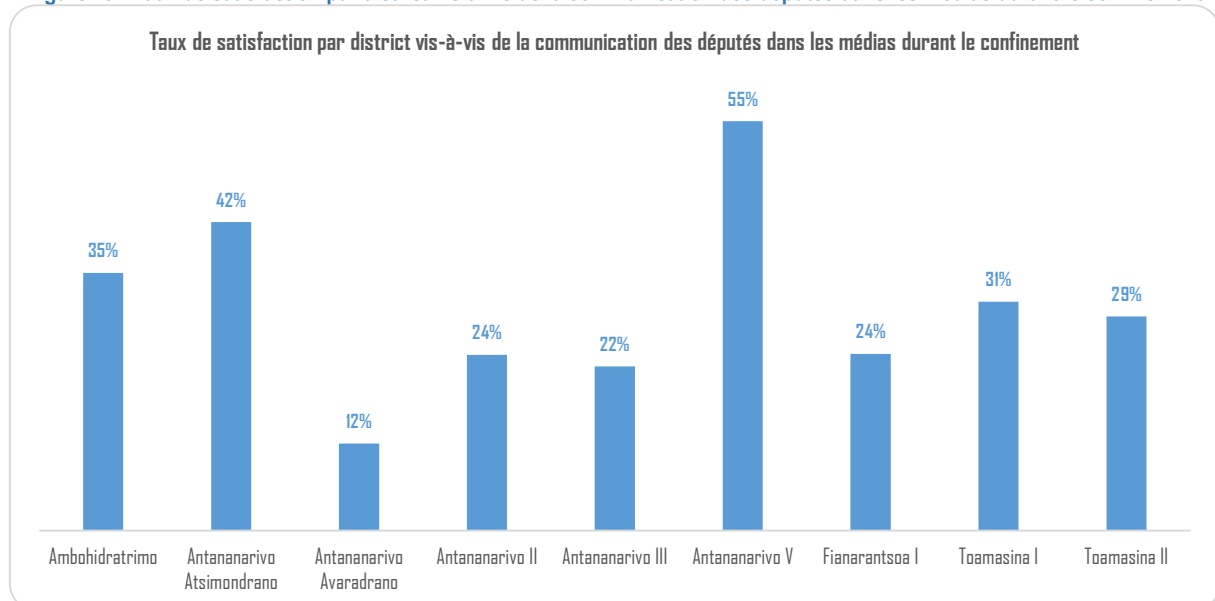
La population ne sait plus à quel saint se vouer. Ce, à cause entre autres d'un manque de coordination entre l'exécutif qui s'est reflété par le communiqué du gouvernement fustigeant le ministre de la Santé pour la requête qu'il a effectué auprès des bailleurs de fonds. Comme bon nombre de politiciens, le HVM s'est alors saisi de cette tension au sein de l'exécutif.

Outre le HVM et la RMDM, Masy Goulamaly, députée indépendante élue à Tsihombe (région Androy) monte également au créneau. Elle s'est adressée au président de la République dans un courrier dans lequel elle demande le limogeage du porte-parole actuel du gouvernement, Lalatiana Rakotondrazafy. La députée estime que les couacs de la ministre se multiplient, à l'instar du communiqué acide diffusé mardi dernier pour dénigrer ouvertement le ministre de la Santé, le Pr Ahmad Ahmad. La parlementaire craigne que le porte-parole du gouvernement puisse nuire à l'image du régime actuel.

(*Madagascar Tribune* du 25 juillet 2020).

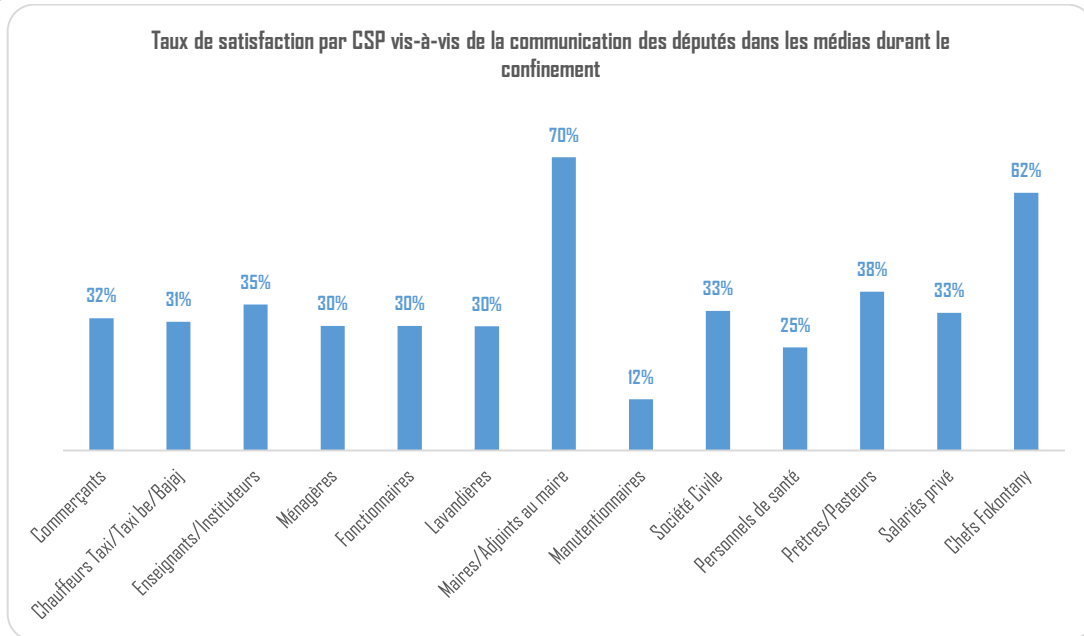
Le graphique ci-dessous permet d'avoir une vue globale de l'appréciation des enquêtés par rapport à ces actions. Elle est assez positive de la part des enquêtés à Antananarivo V et Antananarivo Atsimondrano, avec respectivement un taux de satisfaction de 55% et de 42%.

Figure 19 : Taux de satisfaction par district vis-à-vis de la communication des députés dans les médias durant le confinement



Le graphique ci-dessous affiche les mêmes tendances que les résultats obtenus par les mesures prises par les députés et leur interaction avec les citoyens durant le confinement. En effet, les maires, les adjoints au maire et les chefs fokontany sont les seules catégories de personnes qui ont été satisfaites des interventions des députés dans les médias.

**Figure 20 : Taux de satisfaction par CSP vis-à-vis de la communication des députés dans les médias durant le confinement**



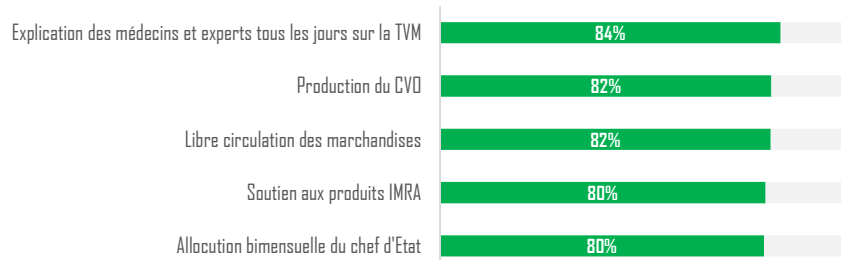
**Recommandations issues des constats des participants aux focus groups et des répondants aux enquêtes :**



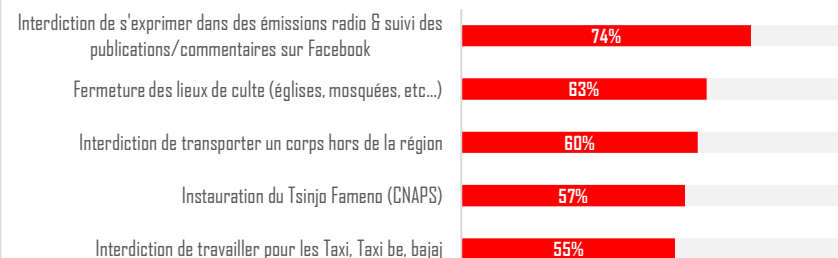
- ✓ Les députés doivent améliorer la visibilité de leur travail à travers des interventions dans les médias.
- ✓ Les députés doivent communiquer régulièrement à la population l'avancement de leur travail, les nouvelles au sein de l'assemblée nationale, les projets de loi qu'ils examinent (pour voir s'ils répondent réellement aux attentes et besoins du public) ainsi que lois votées récemment (nature, enjeux, etc.)

# SECTION 4 - RECAPITULATIF DES MESURES DEPLOYEES DURANT LE CONFINEMENT

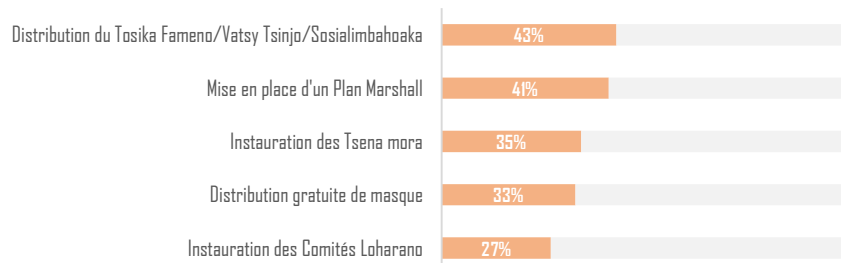
## Les 5 mesures ayant le plus satisfait les répondants



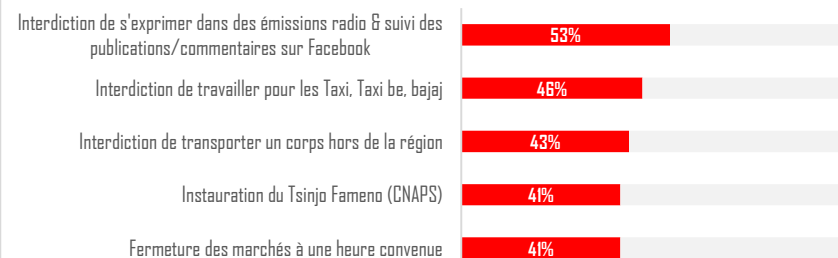
## Les 5 mesures ayant le moins satisfait les répondants à Atsinanana



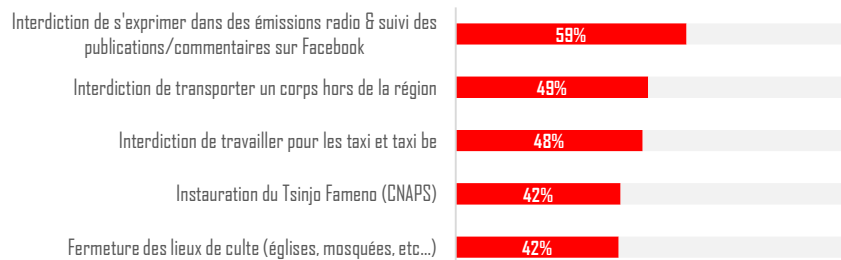
## Les 5 mesures ayant le moins satisfait les répondants par rapport à leur réalisation



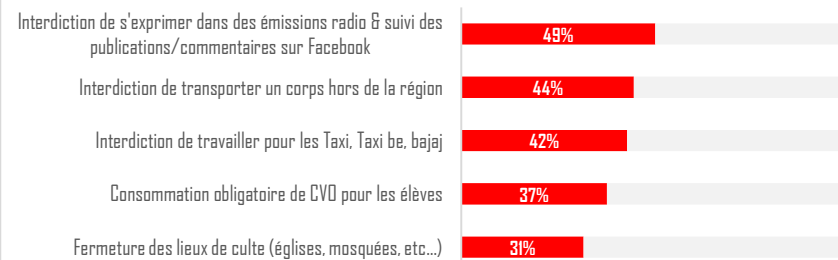
## Les 5 mesures ayant le moins satisfait les répondants à Analamanga



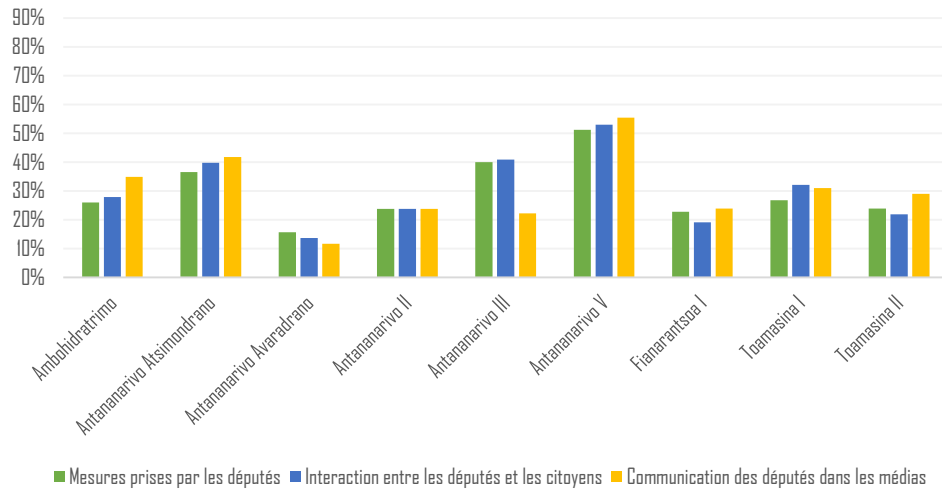
## Les 5 mesures ayant le moins satisfait les répondants



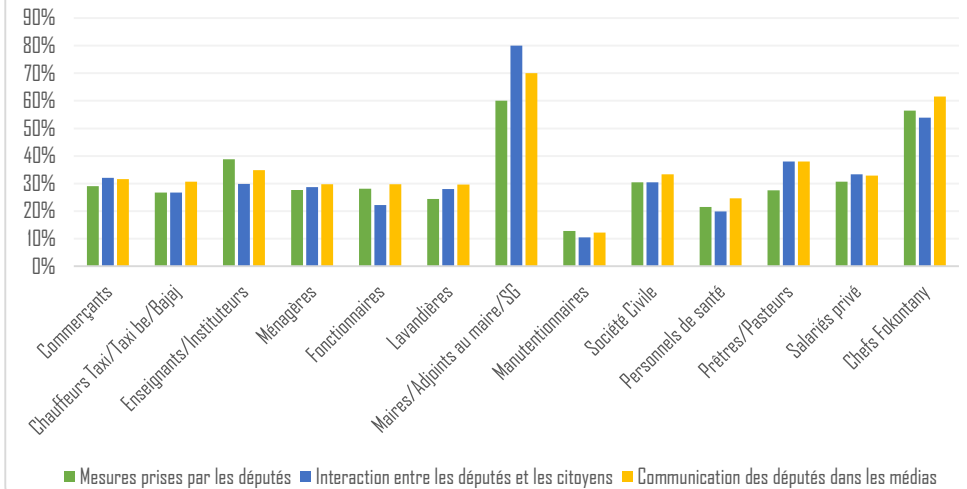
## Les 5 mesures ayant le moins satisfait les répondants de la Haute-Matsiatra



Taux de satisfaction par district par rapport l'implication et la communication des députés durant le confinement



Taux de satisfaction par CSP par rapport l'implication et aux communication des députés durant le confinement



- ✓ Les mesures prises par les députés dans leur circonscription regroupent l'ensemble des actions de proximité et soutien aux populations qu'ils ont pu entreprendre durant le confinement, plus précisément la distribution de kits d'hygiène (masques, gels hydro-alcooliques, dispositifs de lavage des mains, savon, ...) et d'aide alimentaire d'urgence (riz, légumes secs, huile, ...) aux foyers les plus démunis et ayant perdu leur faible revenu durant le confinement. Cette mesure d'opinion ne concerne pas leurs rôles « officiels ».
- ✓ L'interaction entre les députés et les citoyens durant le confinement regroupe les activités d'information et de sensibilisation communautaire en vue d'informer les citoyens sur l'existence du coronavirus et les pousser à adopter les comportements nécessaires pour lutter contre la pandémie.
- ✓ La communication des députés dans les médias regroupe les activités d'information et de sensibilisation autour de la pandémie, des interpellations et des interventions des députés durant le confinement concernant les mesures en vigueur ou à adopter par les pouvoirs publics selon les problèmes des citoyens de leur circonscription.

En général, la majorité des citoyens n'est pas satisfait des mesures prises par les députés, de leur interaction avec la population et de leur communication dans les médias durant le confinement. Les raisons pouvant expliquer ces résultats sont les suivantes :

- ✓ Le manque de participation des députés dans la gestion de crise au niveau de leurs circonscriptions respectives.
- ✓ Le manque de connaissance des citoyens de leur député : en effet, si les citoyens ne connaissent même pas le député qui les représente, alors ils ne peuvent pas apprécier son travail.
- ✓ Le manque d'interaction entre les députés et les citoyens
- ✓ Le manque de visibilité du travail des députés dans les médias



# CONCLUSION

Les résultats de deux premiers rounds d'enquêtes ARAMASO ont montré qu'en général, les citoyens ont été plutôt satisfaits des huit rubriques de mesures prises par l'Etat (83% dans la Haute Matsiatra, 81% à Analamanga et 74% dans l'Atsinanana) concernant notamment la santé et les transports. Toutefois, la mise en œuvre des mesures relatives à la protection sociale et à la résilience économique (Vatsy Tsinjo, Tosika Fameno, Sosialimbahoaka, Plan Marshall, Tsena Mora, distribution gratuite de masques, instauration des Comités Loharano) a apparemment déçu la population.

Par ailleurs, les répondants décrivent les mesures restreignant leurs droits fondamentaux, leurs libertés et le respect de leurs pratiques culturelles. Il est également primordial de signaler que 62% des personnes enquêtées ont exprimé leur insatisfaction par rapport à la transparence dans la gestion financière et budgétaire de la crise de covid-19. C'est un biais qu'il faut absolument corriger dans les prochaines phases de la crise.

Comme le projet ARAMASO s'intéresse particulièrement à la redevabilité parlementaire, un volet de l'enquête a été réservé à l'évaluation de la participation des députés dans la gestion de la crise covid-19 durant le confinement. Il en ressort que l'interaction entre les députés et les citoyens est à améliorer. En effet, la majorité des citoyens enquêtés ont avoué ne pas connaître leur député, et seuls les Maires, leurs adjoints et les chefs Fokontany semblent satisfaits de leur coopération avec les députés. La communication (médiatique et de proximité, avec les administrés) des députés est à améliorer car le niveau actuel ne permet pas aux citoyens d'apprécier les efforts fournis par les députés et conduit à une faible visibilité de leurs travaux.

Pour résumer, l'apparente satisfaction générale des personnes enquêtées vis-à-vis des mesures prises par l'Etat pour lutter contre la covid-19 est assortie de réserves, et le manque d'inclusion du Parlement dans les prises de décisions liées à la gestion de la crise sanitaire est injustifiable car c'est un pilier fondamental et indispensable à une véritable gouvernance démocratique. Un rééquilibrage des pouvoirs s'impose pour éviter l'omnipotence de l'exécutif, et les contrôles parlementaires et juridictionnels sur la gestion de crise à Madagascar doivent être renforcés. Les députés doivent être de bons représentants, contrôleurs et législateurs, y compris en temps de crise, et rendre compte régulièrement à leurs mandataires i.e. les citoyens qui les ont élus.

# ANNEXES

## Annexe 1: Questionnaire sur la satisfaction citoyenne par rapport aux réponses étatiques à la crise covid-19

ID enquêteur	
Sexe du répondant	
Age du répondant	
Fonction du répondant	
Région	
District	
Commune	
Fokontany	

Les mesures durant le confinement	Êtes-vous satisfait de la mesure ?		Êtes-vous satisfait de sa réalisation ?	
	Oui	Non	Oui	Non
Instauration du confinement				
Instauration du couvre-feu				
Interdiction des grands rassemblements de plus de 50 personnes				
Création du CCO/CRCO				
Prolongation de l'état d'urgence sanitaire toute les 2 semaines				
Port de masque obligatoire sous peine de sanction				
Restriction des déplacements dans les rues sans raison valable				
Distribution des Tosika Fameno/Vatsy Tsinjo				
Distribution gratuite de masque pour tous				
Instauration des Tsena mora				
Instauration des Comités Loharano				
Instauration du Tsinjo Fameno (CNAPS)				
Instauration des barrières sanitaire				
Fermeture des frontières				
Rapatriement des ressortissants malgaches vivant à l'étranger				
Restriction sur les déplacements hors de la région				
Autorisation de sortie pour les personnes bloquées à Tana (7 avril - 9 avril)				
Libre circulation des marchandises				
Interdiction de travailler pour les Taxi, Taxi be, bajaj				
Interdiction de transport de corps hors région				
Interdiction de transporter une personne sur une moto si ce n'est pas un conjoint ou un enfant				
Prise en charge des traitements des patients atteints du covid-19 chez les hôpitaux				
Ouverture du Pharmalagasy et du laboratoire LA2M				
Soutien aux produits IMRA				
Production du CVO				

Production du CVO+				
Distribution gratuite de CVO				
Distribution de CVO pour certains pays africains				
Distribution de matériel médical pour toutes les régions				
Approvisionnement des fournitures médicales pour lutter contre le covid-19 au niveau des CSB				
Allocation bimensuelle du chef d'Etat				
Communication des statistiques sur la covid-19 tous les jours à 13 heure				
Explication des médecins et experts tous les jours sur la TVM				
Communication des Ministres et Hauts responsables tous les jours sur TVM				
Instauration des numéros verts (912, 913, 914)				
Interdiction de s'exprimer dans des émissions radio & suivi des publications/commentaires sur Facebook				
Communication et explication autour de l'utilisation du CVO				
Fermeture des écoles, collèges, lycées et universités				
Retour en classe des élèves en classe d'examen				
Fixation des dates des examens officiels CEPE, BEPC, BACC 2020				
Consommation obligatoire de CVO pour les élèves				
Fermeture des marchés à une heure convenue				
Autorisation de travailler pour les salariés du secteur privé				
Permission au secteur privé de régler leur organisation interne				
Mise en place d'un Plan Marshall				
Report de la date de paiement d'impôt pour les entreprises				
Fermeture des lieux de culte (églises, mosquées, etc...)				
fermeture des espaces de fête (bars, restaurants, karaoké)				
Suspension des manifestations sportives				

Les mesures post-confinement	Êtes-vous satisfait de la mesure ?		Êtes-vous satisfait de sa réalisation ?	
	Oui	Non	Oui	Non
Fin de l'Etat d'urgence sanitaire (18 octobre 2020)				
Interdiction des grands rassemblements plus de 200 personnes				
Ouverture du transport maritime et d'eau douce				
Réouverture des vols internes avec TSARADIA				
Tests PCR obligatoires pour les vols internes				
Reprise des activités pour les transports régionaux				
Reprise des activités des Taxis et Taxi Be				
Pas de hausse des frais de transport				
Obligation de désinfecter les transports en commun				
Port de masque obligatoire dans les transports en commun				

Autorisation de transporter un corps hors de la région si la cause du décès n'est pas la covid-19				
Communication des statistiques sur le covid-19 tous les samedis				
Réouverture des universités (2 novembre 2020)				
Autorisation à travailler pour tout le monde				
Autorisation de faire des compétitions sportives sans spectateurs				
Réouverture des salles de cinéma avec respect des gestes barrières				
Réouverture des bars, restaurants, salles de karaoké jusqu'à 11h				
Réouverture des sites touristiques, culturels avec respect des gestes barrières				
Réouverture des lieux de culte (églises, mosquées, etc...)				

Les responsabilités des députés durant le confinement	OUI	NON
Etes-vous satisfait des mesures prises par les députés durant le confinement ?		
Etes-vous satisfait de la communication du député de votre circonscription dans les médias durant le confinement ?		
Etes-vous satisfait de l'interaction du député avec les citoyens de votre circonscription durant le confinement ?		

#### Annexe 2: Les 5 mesures ayant le moins satisfait les « Maires / Adjoints au maire »

Les 5 mesures ayant le moins satisfait les « Maires / Adjoints au maire »	Taux d'insatisfaction
Consommation obligatoire de CVO pour les élèves	73%
Interdiction de s'exprimer dans des émissions radio & suivi des publications/commentaires sur Facebook	50%
Instauration des numéros verts (912, 913, 914)	36%
Distribution du Tosika Fameno/Vatsy Tsinjo	27%
Fixation des dates des examens officiels CEPE, BEPC, BACC 2020	27%

#### Annexe 3: Les 5 mesures ayant le moins satisfait les « Chefs Fokontany »

Les 5 mesures ayant le moins satisfait les « Chefs Fokontany »	Taux d'insatisfaction
Interdiction de transporter le corps d'un défunt hors de la région	49%
Interdiction de s'exprimer dans des émissions radio & suivi des publications/commentaires sur Facebook	41%
Consommation obligatoire de CVO pour les élèves	36%
Distribution de CVO pour certains pays africains	28%
Fermeture des lieux de culte (églises, mosquées, etc...)	28%

#### Annexe 4: Les 5 mesures ayant le moins satisfait les « Prêtres/Pasteurs/Religieux »

Les 5 mesures ayant le moins satisfait les « Prêtres/Pasteurs »	Taux d'insatisfaction
Fermeture des lieux de culte (églises, mosquées, etc...)	55%
Interdiction de s'exprimer dans des émissions radio & suivi des publications/commentaires sur Facebook	38%
Instauration du Tsinjo Fameno (CNAPS)	33%
Mise en place d'un Plan Marshall	30%
Interdiction de travailler pour les Taxi, Taxi be, bajaj	27%

**Annexe 5: Les 5 mesures ayant le moins satisfait les « Organisations de la Société Civiles »**

Les 5 mesures ayant le moins satisfait les « Organisations de la Société Civiles »	Taux d'insatisfaction
Consommation obligatoire de CVO pour les élèves	88%
Instauration des Tseno mora	64%
Production du CVO+	64%
Distribution de CVO pour certains pays africains	63%
Interdiction de s'exprimer dans des émissions radio & suivi des publications/commentaires sur Facebook	61%

**Annexe 6: Les 5 mesures ayant le moins satisfait les « Personnels de santé »**

Les 5 mesures ayant le moins satisfait les « Personnels de santé »	Taux d'insatisfaction
Interdiction de s'exprimer dans des émissions radio & suivi des publications/commentaires sur Facebook	57%
Consommation obligatoire de CVO pour les élèves	45%
Instauration du Tsinjo Fameno (CNAPS)	42%
Distribution de CVO pour certains pays africains	39%
Rapatriment des ressortissants malgaches vivant à l'étranger	36%

**Annexe 7: Les 5 mesures ayant le moins satisfait les « Enseignants/Instituteurs/Directeurs d'école »**

Les 5 mesures ayant le moins satisfait les « Enseignants/Instituteurs/Directeurs d'école »	Taux d'insatisfaction
Interdiction de s'exprimer dans des émissions radio & suivi des publications/commentaires sur Facebook	62%
Distribution de CVO pour certains pays africains	57%
Interdiction de transporter un corps hors de la région	49%
Instauration du Tsinjo Fameno (CNAPS)	48%
Interdiction de travailler pour les Taxi, Taxi be, bajaj	46%

**Annexe 8: Les 5 mesures ayant le moins satisfait les « Fonctionnaires »**

Les 5 mesures ayant le moins satisfait les « Fonctionnaires »	Taux d'insatisfaction
Interdiction de s'exprimer dans des émissions radio & suivi des publications/commentaires sur Facebook	64%
Interdiction de transporter un corps hors de la région	47%
Consommation obligatoire de CVO pour les élèves	42%
Fermeture des lieux de culte (églises, mosquées, etc...)	38%
Instauration du Tsinjo Fameno (CNAPS)	35%

**Annexe 9: Les 5 mesures ayant le moins satisfait les « Salariés du secteur privé »**

Les 5 mesures ayant le moins satisfait les « Salariés du secteur privé »	Taux d'insatisfaction
Interdiction de s'exprimer dans des émissions radio & suivi des publications/commentaires sur Facebook	55%
Interdiction de transporter un corps hors de la région	51%
Consommation obligatoire de CVO pour les élèves	49%
Interdiction de travailler pour les Taxi, Taxi be, bajaj	48%
Fermeture des lieux de culte (églises, mosquées, etc...)	38%

**Annexe 10: Les 5 mesures ayant le moins satisfait les « Femmes au foyer »**

Les 5 mesures ayant le moins satisfait les « Femmes au foyer »	Taux d'insatisfaction
Interdiction de s'exprimer dans des émissions radio & suivi des publications/commentaires sur Facebook	54%
Interdiction de travailler pour les Taxi, Taxi be, bajaj	49%
Instauration du Tsinjo Fameno (CNAPS)	39%
Fermeture des lieux de culte (églises, mosquées, etc...)	39%
Interdiction de transporter un corps hors de la région	39%

**Annexe 11: Les 5 mesures ayant le moins satisfait les « Commerçants »**

Catégorie des commerçants	Taux d'insatisfaction
Interdiction de transporter un corps hors de la région	66%
Interdiction de travailler pour les Taxi, Taxi be, bajaj	60%
Interdiction de s'exprimer dans des émissions radio & suivi des publications/commentaires sur Facebook	60%

Fermeture des marchés à une heure convenue	58%
Instauration du Tsinjo Fameno (CNAPS)	57%

**Annexe 12: Les 5 mesures ayant le moins satisfait les « Chauffeurs de Taxi/Taxi Be/Bajaj »**

Chauffeurs Taxi / Taxi be / Bajaj	Taux d'insatisfaction
Interdiction de travailler pour les Taxi, Taxi be, bajaj	65%
Interdiction de s'exprimer dans des émissions radio & suivi des publications/commentaires sur Facebook	63%
Interdiction de transporter un corps hors de la région	50%
Instauration du Tsinjo Fameno (CNAPS)	41%
Fermeture des lieux de culte (églises, mosquées, etc...)	36%

**Annexe 13: Les 5 mesures ayant le moins satisfait les « Manutentionnaires »**

Manutentionnaires	Taux d'insatisfaction
Interdiction de s'exprimer dans des émissions radio & suivi des publications/commentaires sur Facebook	66%
Interdiction de travailler pour les Taxi, Taxi be, bajaj	56%
Interdiction de transporter un corps hors de la région	46%
Fermeture des lieux de culte (églises, mosquées, etc...)	45%
Instauration du Tsinjo Fameno (CNAPS)	38%

**Annexe 14: Les 5 mesures ayant le moins satisfait les « Lavandières »**

Lavandières	Taux d'insatisfaction
Interdiction de transporter un corps hors de la région	68%
Fermeture des lieux de culte (églises, mosquées, etc...)	67%
Interdiction de s'exprimer dans des émissions radio & suivi des publications/commentaires sur Facebook	63%
Interdiction de travailler pour les Taxi, Taxi be, bajaj	62%
Instauration du confinement	57%



Mécanisme pour le renforcement du contrôle citoyen et de la redevabilité parlementaire visant une meilleure transparence et un suivi amélioré de la décision publique pendant et au-delà de la pandémie de covid-19



Nations Unies  
Consolidation de la paix  
UN PBF - Fonds pour la  
Consolidation de la Paix



Soutenu par

dans le cadre du projet  
d'Appui à la Gouvernance  
Démocratique à Madagascar